

## LA PERTE, LE DON, LE BUTIN

Civilisation stalinienne, aide étrangère et biens trophées dans l'Union soviétique des années 1940

**Nathalie Moine**

**Éditions de l'EHESS** | *Annales. Histoire, Sciences Sociales*

2013/2 - 68e année  
pages 317 à 355

ISSN 0395-2649

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-Annales-2013-2-page-317.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Moine Nathalie, « La perte, le don, le butin » Civilisation stalinienne, aide étrangère et biens trophées dans l'Union soviétique des années 1940 ,  
*Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2013/2 68e année, p. 317-355.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# La perte, le don, le butin

## Civilisation stalinienne, aide étrangère et biens trophées dans l'Union soviétique des années 1940\*

*Nathalie Moine*

**Dans un essai qu'il intitula « Spoils of War<sup>1</sup> »,** Joseph Brodsky décrit, depuis son exil américain, combien son enfance et sa jeunesse léningradoises avaient été marquées par la présence d'objets étrangers amenés par la guerre. Il y mêlait les trophées saisis sur l'ennemi, qu'il fût allemand ou japonais, et l'aide américaine, les boîtes de conserve, les appareils radio et surtout les films de cinéma, car l'ensemble de ces objets, d'origine et de nature confondues, lui avaient apporté, ainsi qu'à sa génération, un bien fort précieux, l'individuation, c'est-à-dire, en l'occurrence, la fabrication d'une culture musicale, cinématographique, vestimentaire, étrangère au monde soviétique dans lequel il se trouvait englué et, de cette manière, la capacité à se constituer en individu autonome par rapport à son environnement social et politique. On pourrait avancer que la culture décrite par J. Brodsky, née de la fréquentation indirecte de l'étranger au travers de la guerre, contribua surtout à souder des individus qui formèrent une génération socialement circonscrite, mais il n'en est pas moins vrai que ces objets constituèrent, au total, un défi pour le régime politique soviétique, un défi qui se perpétua, comme il le dit si bien, dans l'arrivée au compte-gouttes, de manière légale ou illégale, d'autres objets produits par la civilisation occidentale. Jusqu'à la fin du régime, ces derniers provoquèrent un engouement indéfectible de la part de la population soviétique,

\* Je remercie pour leur aide décisive Juliette Cadiot, François-Xavier Nérard, Gábor Rittersporn, Brandon Schechter et Paul Schor.

1 - Joseph BRODSKY, « Spoils of War », *On Grief and Reason: Essays*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 1995, p. 3-21.

non pas seulement par pure préoccupation matérialiste, mais parce qu'ils étaient porteurs d'une culture plus ou moins mythifiée<sup>2</sup>.

Il n'est pas indifférent que J. Brodsky, se remémorant la naissance, au milieu d'une Leningrad en ruines, d'un imaginaire aux effets aussi fondamentaux sur la construction de son identité, en soit passé par les objets<sup>3</sup>. Il est tout aussi symptomatique que, dans sa restitution, leur provenance ait été, dans une large mesure, estompée, alors que les uns constituaient un don des Alliés quand les autres étaient des butins de guerre. Notre objectif, précisément, est de refaire le chemin inverse et d'explorer dans quelles circonstances ces objets se retrouvèrent dans la ville martyre, mais aussi sur l'ensemble du territoire soviétique. Cette enquête permet en effet de montrer la multiplicité des acteurs et des enjeux politiques qui entourèrent, dans les années de guerre et de sortie de guerre, l'arrivée de cette manne étrangère, mais aussi d'esquisser les raisons d'une indifférence, ou d'une amnésie, largement partagée par les anciens compatriotes de J. Brodsky. La représentation, également très commune, d'un univers soviétique gris, uniforme, rigide et surtout clos sur lui-même, confronté pour la première fois à des fragments de la civilisation occidentale grâce à la guerre, doit être prise au sérieux, puisqu'elle émane d'un contemporain, mais doit aussi être interrogée. La guerre, précisément, donna aux Soviétiques de tous horizons l'occasion d'exposer leurs biens d'avant-guerre, volés ou détruits par l'ennemi, à travers des inventaires qui restituent des goûts et des imaginaires beaucoup plus variés et sophistiqués que l'on ne pourrait s'y attendre, y compris en tenant compte du tournant pris par les prescriptions officielles en matière de goût, qui avaient réhabilité depuis les années 1930 un style hérité de la *middle class* européenne du XIX<sup>e</sup> siècle. Les « Spoils of War » évoqués par J. Brodsky interrogent donc l'ensemble de la civilisation matérielle née de la révolution, c'est-à-dire non pas seulement l'ensemble des objets qui la constituaient, mais aussi les relations sociales qui se nouaient autour de ces objets, ainsi que le rapport à l'abondance, au luxe et aux goûts venus du monde occidental. Cette interrogation

2 - Sur l'imprégnation de la société soviétique post-stalinienne par la production occidentale, voir Larissa ZAKHAROVA, *S'habiller à la soviétique. La mode et le Dégel en URSS*, Paris, CNRS Éditions, 2011 ; Alexei YURCHAK, *Everything Was Forever, Until It Was No More: The Last Soviet Generation*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2006 ; Sergéï I. ZHUK, *Rock and Roll in the Rocket City: The West, Identity, and Ideology in Soviet Dnepropetrovsk, 1960-1985*, Washington/Baltimore, Woodrow Wilson Center Press/The Johns Hopkins University Press, 2010.

3 - Sur les objets venus de l'étranger à la « faveur » de la guerre, voir Vera S. DUNHAM, *In Stalin's Time: Middleclass Values in Soviet Fiction*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, qui, à travers la lecture des œuvres de fiction publiées dans les années 1940, a démontré comment, au sortir de la guerre, la direction stalinienne avait su créer un véritable pacte avec une large couche de la société soviétique en réhabilitant la quête d'un confort matériel conçu comme la juste récompense de ses sacrifices et de ses efforts, mais aussi de son allégeance politique. Pourtant, notre démarche est sensiblement différente puisqu'ici les textes littéraires, témoignages souvent indépassables des réalités d'une époque, mais aussi de leur perception commune, doivent aussi être compris comme des éléments constitutifs de l'imaginaire des auteurs et des acteurs de sources « primaires » qui ne constituent pas en elles-mêmes un récit.

ne peut donc pas se cantonner à la sortie de guerre mais nécessite de remonter à des époques antérieures pour comprendre l'effet de la guerre sur cette civilisation soviétique saisie à travers les objets.

Plus largement, l'effet de la guerre sur le statut des objets n'est pas propre à l'URSS des années 1940. En effet, au fil des parutions consacrées à la Seconde Guerre mondiale depuis une vingtaine d'années, s'est imposée l'idée que le monde matériel des populations civiles était devenu un enjeu essentiel de la « guerre totale » pour toutes les puissances belligérantes. Le pillage systématique mené par l'Allemagne nazie avait pour but non seulement son enrichissement mais aussi l'humiliation des vaincus. Un gigantesque travail d'inventaire des pertes subies par les victimes s'en était suivi, au service d'une politique de réparations qui s'était traduite par le transfert organisé de biens de toute nature et le versement de compensations<sup>4</sup>, auxquelles s'était ajoutée une aide humanitaire d'une ampleur inégalée, qu'elle fût privée ou publique<sup>5</sup>. Ce triptyque (pillage, inventaires, réparations) avait nécessité la mise en œuvre d'administrations spécifiques dans les différents pays concernés. Elles ont laissé des archives dont la nature et le contenu soulignent la parenté des expériences et nous permettront de retracer cette histoire d'objets, des dons collectés par les communautés immigrées américaines et convoyés vers l'URSS jusqu'au butin amassé par les dignitaires soviétiques dans les territoires conquis en passant par les inventaires dressés par les citoyens soviétiques sommés de déclarer leurs pertes privées. Si le sort des œuvres d'art ou des productions industrielles nées d'une technologie sophistiquée ont plus particulièrement frappé les imaginations<sup>6</sup>, ce sont bien avant tout les choses

4 - Parmi une abondante littérature consacrée à la spoliation de la propriété juive et aux formes de restitution et de compensation, voir Martin DEAN, *Robbing the Jews: The Confiscation of Jewish Property in the Holocaust, 1933-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 ; Constantin GOSCHLER et Philipp THER (dir.), *Raub und Restitution. « Arisierung » und Rückerstattung des jüdischen Eigentums in Europa*, Francfort-sur-le-Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 2003 ; n° spécial « Spoliations en Europe », *Revue d'histoire de la Shoah*, 186, 2007. Sur le cas des juifs en France, parmi les nombreuses publications qui ont suivi les travaux de la Commission Mattéoli (Antoine PROST, Rémi SKOUTELSKY et Sonia ÉTIENNE, *Aryanisation économique et restitutions*, Paris, La Documentation française, 2000), voir Tal BRUTTMANN, *Aryanisation économique et spoliations en Isère, 1940-1944*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2010 ; Laurent DOUZOU, *Voler les juifs. Lyon, 1940-1944*, Paris, Hachette Littératures, 2002 ; Florent LE BOT, *La fabrique réactionnaire. Antisémisme, spoliations et corporatisme dans le cuir, 1930-1950*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007. La question des compensations reçues par les sinistrés est nettement moins explorée. Pour des jalons, voir en particulier Danièle VOLDMAN, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997.

5 - Jessica REINISCH, « Internationalism in Relief: The Birth (and Death) of UNRRA », in M. MAZOWER, J. REINISCH et D. FELDMAN (éd.), n° spécial « Post-War Reconstruction in Europe: International Perspectives, 1945-1949 », *Past and Present Special Supplement*, 6, 2011, p. 258-289 ; Laura HOBSON FAURE, « Un 'plan Marshall juif' : la présence juive américaine en France après la Shoah, 1944-1954 », thèse, EHESS, Paris, 2009.

6 - Sophie COEURÉ, *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique, de 1940 à nos jours*, Paris, Payot, 2007 ; Alexandre SUMPFF et Vincent LANIOL (dir.), *Saisies, spoliations et restitutions. Archives et bibliothèques au XX<sup>e</sup> siècle*, Rennes, PUR, 2012.

banales qui se sont ainsi retrouvées au centre de décisions politiques et de conflits au sommet<sup>7</sup>, tout en étant la préoccupation principale de bon nombre d'individus pour qui la guerre apparut comme une catastrophe ou une aubaine.

Le cas soviétique s'inscrit donc pleinement dans ce processus d'édification des objets en enjeu de la guerre. Pourtant, malgré ces similarités avec les autres sociétés belligérantes, le contexte de l'URSS stalinienne, qui combine une économie de la pénurie, une forte politisation, dans ses moindres détails, de la possession matérielle par les particuliers et, enfin, la volonté du pouvoir de contrôler sa distribution<sup>8</sup>, avait déjà donné aux objets un statut particulier qui fut retravaillé par la guerre. Les « Spoils of War » de J. Brodsky concernèrent, en réalité, toutes les strates du monde soviétique, même si leur signification la plus fondamentale a trait, pour finir, à la relation changeante entre aisance matérielle, culture occidentale et loyauté politique au régime des élites soviétiques.

## La manne de l'étranger

Aux immenses destructions de la guerre, le territoire soviétique vit succéder un afflux de biens venus de l'étranger qui, tout en étant bien insuffisant pour combler les besoins d'une population encore appauvrie par la guerre, suscita une forte convoitise, malgré sa très grande hétérogénéité, des vêtements usagés collectés par les associations caritatives américaines à la vaisselle en or des anciens dignitaires nazis. Ces biens de consommation répondaient à deux logiques d'approvisionnement bien distinctes. La première, apparue dès le milieu de la guerre, correspondait à l'aide envoyée, selon différentes modalités, à la population soviétique par les Alliés ou les pays neutres. La seconde fut le fruit du pillage intensif auquel se livrèrent les Soviétiques lorsqu'ils occupèrent les anciens pays ennemis.

Les organisations juives jouèrent un rôle de premier plan dans cet humble volet de l'aide occidentale que constitua l'envoi de colis de première nécessité. Sensible à l'importante population d'émigrés en provenance de l'ancien empire russe qui, regroupés en fraternités de toutes obédiences, constituaient des donateurs naturels, la direction stalinienne eut à cœur de participer à leur mobilisation en faveur de la population soviétique. Pourtant, les relations ne furent jamais simples, rejeu des conflits autour d'une aide humanitaire sans cesse soupçonnée,

7 - Jean Marc DREYFUS et Sarah GENSBURGER, *Des camps dans Paris. Austerlitz, Léviton, Bassano, juillet 1943-août 1944*, Paris, Fayard, 2003 ; Annette WIEVIORKA, *Le pillage des appartements et son indemnisation*, Paris, La Documentation française, 2000.

8 - Julie HESSLER, *A Social History of Soviet Trade: Trade Policy, Retail Practices, and Consumption, 1917-1953*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2004 ; Lewis H. SIEGELBAUM, *Borders of Socialism: Private Spheres of Soviet Russia*, New York, Palgrave Macmillan, 2006 ; Marina BALINA et Evgeny DOBRENKO (éd.), *Petrified Utopia: Happiness Soviet Style*, Londres, Anthem Press, 2009 ; David CROWLEY et Susan E. REID (éd.), *Pleasures in Socialism: Leisure and Luxury in the Eastern Bloc*, Evanston, Northwestern University Press, 2010.

de part et d'autre, d'être un vecteur de propagande, des conflits qui avaient vu le jour dès les premières années de la jeune Russie soviétique, lorsque les bolcheviks tentaient à la fois de susciter et de canaliser l'aide aux affamés et aux populations juives victimes des pogroms de la guerre civile. Les donateurs juifs exprimèrent régulièrement doute et mécontentement concernant les véritables destinataires de l'aide, dans un climat de suspicion entretenu tout au long de la guerre par les milieux juifs anticommunistes. Pour contrer ces attaques, il paraissait essentiel de vérifier ce qui se passait dans les territoires soviétiques libérés. Principale organisation fédérant l'aide humanitaire américaine, majoritairement juive<sup>9</sup>, le Russian War Relief eut ainsi un représentant permanent résidant à Moscou, Leo Gruliev, à partir de fin 1943-début 1944<sup>10</sup>. Malgré ses efforts, l'accès aux provinces anciennement habitées par de fortes minorités juives lui resta fermé<sup>11</sup> et lors de la venue, en août 1945, de son dirigeant Edward Carter, intellectuel américain pro-soviétique, la direction stalinienne préféra lui montrer les villes-héros de Leningrad et de Stalingrad<sup>12</sup>, le point fort de sa visite étant le bassin minier du Donbass<sup>13</sup>. L'itinéraire des visites de Carter dessine ainsi une géographie des victimes de la guerre qui met en avant des lieux symbolisant la résistance héroïque du peuple soviétique, le patrimoine russe et un des fleurons de l'industrie stalinienne, mais passe sous silence le massacre des populations juives.

Cette tension autour de la distribution de l'aide fut relayée à plusieurs reprises par le Comité juif antifasciste, créé dès le début de la guerre par le Kremlin

9 - 60 % en 1943 selon Edward C. Carter, Archives d'État de la Fédération de Russie (Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj federacii, ci-après GARF), fonds (ci-après f.) 8581, inventaire (ci-après op.) 2, dossier (ci-après d.) 59, feuille (ci-après l.) 75.

10 - GARF, f. 5283, op. 2a, d. 21, l. 81, 86, 95 et d. 44, l. 127v. Les origines familiales de Gruliev, en partie russe et juive, laissent supposer des connaissances linguistiques lui permettant de s'orienter *a minima* dans les réalités soviétiques et une sensibilité particulière au sort des juifs sur le territoire soviétique. En revanche, son attitude trop pressante incommoda durablement les responsables soviétiques.

11 - GARF, f. 5283, op. 2a, d. 21, l. 79-79v, 86 et 92-93. Les évacués juifs font aussi l'objet de demandes de Gruliev qui s'enquiert de leur situation dans la région de Saratov pour laquelle le Russian War Relief (RWR) prépare un programme d'aide, *ibid.*, l. 79-79v (juil. 1944).

12 - Dans un projet d'août 1945, Vladimir Kemenov, président de la Société pansoviétique pour le rapprochement culturel entre l'URSS et l'étranger (Vsesojuznoe Obščestvo Kul'turnoj Svязi s zagranicej, VOKS), propose au Commissariat aux Affaires étrangères de faire visiter à Carter, outre les entrepôts locaux de RWR et les orphelins bénéficiaires de son aide, les lieux emblématiques de la représentation officielle, à l'époque, du martyre de la ville qu'étaient le plan de reconstruction de la ville accompagné de l'architecte en chef, l'exposition « Défense de Leningrad » et les palais impériaux dévastés des environs. Signe supplémentaire de l'importance accordée à l'hôte américain et du rôle de cette visite officielle dans la mise en scène soviétique du sort de Leningrad, il prévoit également une rencontre avec le premier secrétaire du parti, Petr Popkov, qui a dirigé la ville pendant le siège, GARF, f. 5283, op. 2a, d. 44, l. 126. Sur la construction stalinienne de la mémoire officielle du siège de Leningrad, voir Lisa A. KIRSCHENBAUM, *The Legacy of the Siege of Leningrad, 1941-1995: Myth, Memories, and Monuments*, New York, Cambridge University Press, 2006.

13 - GARF, f. 5283, op. 2a, d. 44, l. 148-152.

pour mobiliser l'opinion juive occidentale<sup>14</sup>. Le travail dans les territoires libérés mené par la Croix-Rouge soviétique, récipiendaire de l'aide, cristallisa ainsi les reproches. Les organisations étrangères avaient accepté que l'aide fût distribuée « sans distinction de nationalité<sup>15</sup> », mais elles avaient obtenu en principe qu'elle fût envoyée en priorité dans les districts avec les plus fortes concentrations de population juive. Or, dans un contexte d'antisémitisme de plus en plus apparent parmi la population et les autorités locales, le Comité juif antifasciste recevait un courrier abondant de personnes se plaignant d'être délaissées dans la distribution précisément parce qu'elles étaient juives, bien loin d'une quelconque idée de compensation particulière. Un survivant du ghetto de retour chez lui à Odessa dénonçait l'amour immodéré de ses concitoyens pour les biens juifs, pourtant peu abondants dans une ville frappée par la « catastrophe du mobilier », c'est-à-dire le grand pillage des appartements juifs par l'occupant roumain trois ans plus tôt. L'auteur n'utilise pas par hasard l'expression « catastrophe », qui sert alors à nommer le génocide des juifs, puisque, selon lui, les deux événements sont « généalogiquement » liés. L'indifférence des autorités soviétiques à l'égard du dénuement des rescapés juifs, y compris de la part de la Commission extraordinaire d'État chargée d'établir les crimes de l'occupant et de faire le bilan des dommages, revenait à nier le sort d'une communauté pratiquement détruite par les fascistes<sup>16</sup>.

L'importance politique accordée à ces questions mérite d'être soulignée : les enquêtes diligentées par Viatcheslav Molotov à la suite des courriers qu'il recevait de Solomon Mikhoels impliquaient le sommet de l'État tout en concluant toutes à l'absence de discrimination<sup>17</sup>. L'antisémitisme d'État, avant de donner sa pleine mesure à partir de la fin des années 1940, lorsque commence la persécution des membres du Comité juif antifasciste jusqu'à sa décapitation finale, est en germe dès les années de guerre, sans qu'on puisse pour autant parler, déjà, d'une politique systématique<sup>18</sup>. On peut ainsi imaginer que Molotov souhaitait sincèrement s'assurer

14 - Shimon REDLICH, *Propaganda and Nationalism in Wartime Russia: The Jewish Anti-fascist Committee in the USSR, 1941-1948*, Boulder, East European Quarterly, 1982 ; Karel C. BERKHOFF, *Motherland in Danger: Soviet Propaganda During World War II*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.

15 - C'est-à-dire d'appartenance ethnique, selon le vocabulaire et les catégories soviétiques.  
16 - Mordehaj ALTŠULER, Ichak ARAD et Šmuel KRAKOWSKI, *Sovetskie evrei pišut II'e Erenburgu 1943-1966*, Jérusalem, Yad Vashem, 1993, p. 140-142 et 222, lettre du 22 juil. 1944. L'auteur de la lettre ne parle lui-même de la spécificité du sort des juifs sous l'Occupation qu'à demi-mot, à travers les chiffres encore incertains des victimes : sur les 200 000 juifs d'avant-guerre, il estime à 200 le nombre de ceux qui, comme lui, ont pu rentrer. Sur la discrimination à l'égard des survivants des ghettos d'Odessa lors de la distribution des dons américains, voir aussi la lettre de Tat'jana Mironovna Šapiro, juil. 1944, *ibid.*, p. 143-144.

17 - Gennadij Vasil'evič KOSTYRČENKO, *Gosudarstvennyj antisemitizm v SSSR ot načala do kul'minacii, 1938-1953*, Moscou, Meždunarodnyj fond « Demokratija »/Materik, 2005, p. 52-57 (juin 1944) ; Šimon REDLIH, *Evrejskij antifašistskij komitet v SSSR 1941-1948. Dokumentirovannaja istorija*, Moscou, Meždunarodnye otnošenija, 1996, p. 123-125 (nov. 1944).

18 - Sur le renouvellement, à la faveur de l'ouverture des archives, de cette question ancienne et toujours en débat, voir Gennadij Vasil'evič KOSTYRČENKO, *Tajnaja poli-*

que la population juive des régions libérées recevait correctement une assistance matérielle, alors que d'autres hauts responsables exprimaient avant tout leur méfiance, voire leur animosité, vis-à-vis du monde juif à travers des arguments qui avaient fait leur preuve : celui de l'aide humanitaire comme cheval de Troie des puissances capitalistes, brandi depuis les débuts du régime, lorsqu'il s'agissait de secourir les affamés et les victimes juives des pogroms de la guerre civile, celui d'un antisémitisme populaire qu'un traitement distinct des juifs pourrait réveiller, utilisé depuis le début de la guerre par les partisans du silence sur le sort spécifique subi par les juifs soviétiques sous l'occupation nazie, auxquels s'ajouta bientôt le « danger sioniste »<sup>19</sup>. Du côté des organisations juives à l'étranger, l'opacité des méthodes soviétiques paraissait d'autant plus suspecte qu'elles savaient que d'autres nationalités, les Polonais et les Arméniens, avaient obtenu d'établir un réseau d'aide spécifique, géré par leurs propres représentants<sup>20</sup>. Ce raisonnement néglige la question complexe de la citoyenneté des destinataires. Néanmoins, il a peut-être encouragé Mikhoels à se faire l'avocat d'une organisation spécifique de l'aide matérielle aux rescapés, qui rejoignait sa proposition émise en janvier 1943 de créer un bureau de recherche des juifs portés disparus sur le territoire soviétique et réclamés par leurs proches, y compris de l'étranger<sup>21</sup>, structures qui ne verront jamais le jour. La distribution de l'aide et la recherche des victimes juives des pogroms étaient des enjeux déjà fortement liés aux yeux des donateurs étrangers du début des années 1920, en raison de l'opacité des informations distillées par le pouvoir soviétique<sup>22</sup>. Pourtant, le projet coûtera cher au Comité, puisque les liens avec les organisations caritatives juives étrangères, au premier chef l'American

*tika Stalina. Vlast' i antisemitizm*, Moscou, Meždunaronye otnošenija, 2003, et David BRANDENBERGER, « Stalin's Last Crime? Recent Scholarship on Postwar Soviet Anti-Semitism and the Doctors' Plot », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 6-1, 2005, p. 187-204.

19 - Gueorgi Fedorovitch Aleksandrov, le chef du secteur de la propagande au Comité central, oct. 1945, Š. REDLIH, *Evrejskij antifašistskij komitet...*, *op. cit.*, p. 130. Il est l'auteur d'une note sur le monde artistique soviétique datée du 17 août 1942, qui est considérée comme l'une des premières manifestations explicites d'un antisémitisme d'État en Union soviétique. Note du 19 février 1947 de Grigori Choumeiko, responsable du secteur politique étrangère au Comité central, à Andreï Jdanov, à propos d'une demande formulée par des émigrés juifs d'origine ukrainienne d'établir des liens directs avec les communautés juives d'Ukraine, *ibid.*, p. 135. Voir G. V. KOSTYRČENKO, *Tajna politika Stalina...*, *op. cit.*, et Laurent RUCKER, *Staline, Israël et les juifs*, Paris, PUF, 2001.

20 - Š. REDLIH, *Evrejskij antifašistskij komitet...*, *op. cit.*, p. 120. Sur le cas des Polonais, voir Catherine GOUSSEFF, « 'Kto naš, kto ne naš'. Théorie et pratiques de la citoyenneté à l'égard des populations conquises. Le cas des Polonais en URSS, 1939-1946 », *Cahiers du monde russe*, 44-2/3, 2003, p. 519-558 ; sur celui des Arméniens, voir Claire MOURADIAN, « L'immigration des Arméniens de la diaspora dans la RSS d'Arménie, 1946-1962 », *Cahiers du monde russe*, 20-1, 1979, p. 79-110.

21 - Š. REDLIH, *Evrejskij antifašistskij komitet...*, *op. cit.*, p. 115-116.

22 - Sur les tentatives du Comité juif antifasciste de répondre aux attentes de ses correspondants étrangers, voir notamment les listes nominatives de juifs soviétiques rescapés pour différentes localités, envoyées par le Comité à l'étranger en 1944, qui feront partie des accusations dirigées contre lui après-guerre, GARF, f. 8114, op. 1, d. 973.

Jewish Joint Distribution Committee (ou Joint), font partie intégrante de l'accusation qui mène à l'exécution de la plupart de ses membres au début des années 1950<sup>23</sup>.

Les communautés juives renaissantes des régions occidentales de l'URSS<sup>24</sup>, centrées à la fois sur le renouveau de la vie religieuse et l'exercice d'une solidarité matérielle vis-à-vis des plus pauvres de leurs coreligionnaires, réussirent pourtant à capter une partie des cadeaux de l'étranger qui leur étaient destinés<sup>25</sup>. De ce fait, elles étaient fréquemment soupçonnées par les autorités soviétiques d'être en réalité des paravents pour des activités commerciales en partie centrées sur les dons en provenance des juifs de l'étranger. Parcourant un rapport sur la région de Jitomir, le lecteur souligna au crayon rouge l'affirmation selon laquelle presque toutes les communautés avaient des contacts avec des juifs religieux américains, qui leur envoyaient des colis de valeur<sup>26</sup>.

Les missions de l'United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA), établies au printemps 1945 à Minsk et Kiev, maintinrent quant à elles des relations convenables avec les autorités soviétiques, même si, de faible taille et bridées dans leurs mouvements, elles ne pouvaient contrôler le travail effectué sur le terrain par les administrations créées par les autorités républicaines soviétiques afin de les doubler<sup>27</sup>. L'aide envoyée par l'UNRRA dans les républiques d'Ukraine et de Biélorussie est loin d'égaliser celle apportée aux autres pays européens libérés, elle n'en constitua pas moins un apport essentiel pour les populations, en particulier dans le domaine alimentaire<sup>28</sup>. Selon les rapports des missions

23 - Cela explique la présence de nombreux documents sur cette question de l'aide dans le fonds d'archives du Comité conservé au GARF, dont les dossiers ont été soigneusement sélectionnés par le Ministerstvo Gossoudarstvennoï Bezopasnosti (ministère à la Sécurité gouvernementale), et de nombreux documents traduits (du yiddish notamment) et/ou recopiés. C'est ce que décrit longuement Abakoumov dans une note du 4 décembre 1950, dans laquelle il cite en particulier la lettre de Mikhoels du 28 octobre 1944 qui dénonçait l'indifférence de la Croix-Rouge soviétique à l'égard des juifs dans sa distribution de l'aide en provenance de l'étranger, G. V. KOSTYRČENKO, *Gosudarstvennyj antisemitizm...*, op. cit., p. 139-147. Curieusement, cette fameuse lettre de Mikhoels, évoquée comme un brouillon dans la note d'Abakoumov, est disponible dans le fonds d'archives du Comité dans sa version définitive, reçue par Molotov et annotée de sa main le 29 octobre 1944, plus exactement d'une « copie certifiée », Š. REDLIH, *Evrejskij antifašistskij komitet...*, op. cit., p. 122.

24 - Renaissance facilitée par une nouvelle législation et un climat de plus grande tolérance dont profitèrent généralement les confessions représentées sur le sol soviétique. Yaacov RO'1 (éd.), *Jews and Jewish Life in Russia and the Soviet Union*, Ilford/Portland, F. Cass, 1995.

25 - Yaacov RO'1, « The Reconstruction of Jewish Communities in the USSR, 1944-1947 », in D. BANKIER (éd.), *The Jews Are Coming Back: The Return of the Jews to their Countries of Origin after WWII*, Jérusalem/New York, Yad Vashem/Berghahn Books, 2005, p. 186-205, particulièrement p. 196-197.

26 - GARF, f. 6991, op. 3, d. 28, l. 227.

27 - Veniamin Fedorovič ZIMA, *Golod v SSSR 1946-1947 godov. Proishozhdenie i posledstvija*, Lewiston, The Edwin Mellen Press, 1999, p. 146. Voir aussi George WOODBRIDGE (éd.), *UNRRA: The History of the United Nations Relief and Rehabilitation Administration*, New York, Columbia University Press, 1950, 3 vol.

28 - J. REINISCH, « Internationalism in Relief... », art. cit. L'aide alimentaire pour les républiques de Biélorussie et d'Ukraine représentait respectivement 49 % et 53 % de

locales de l'UNRRA, la nourriture envoyée par les Nations unies, à l'exception du pain, constituait l'essentiel de ce qui était vendu dans les magasins chargés de distribuer les biens rationnés<sup>29</sup>. Au début de 1947, la perspective du terme de cette aide faisait craindre le pire aux missions qui assistaient, sous leurs yeux, à la dégradation de la situation alimentaire et, plus généralement, sanitaire des populations<sup>30</sup>.

La *tušěnka* (*corned beef*) fut certainement le produit emblématique de cette aide alimentaire venue de l'étranger, constituée, en grande partie, des rations de l'armée américaine, et le poète J. Brodsky n'est pas le seul à en avoir gardé un souvenir impérissable. Chez une population où tout faisait cruellement défaut, les dons vestimentaires firent cependant l'objet d'une convoitise toute particulière. De la même façon que le *corned beef*, mais de manière plus pérenne, leur premier bénéficiaire était celui de la survie, mais ils étaient aussi activement recherchés pour l'avant-goût qu'ils offraient des plaisirs simples de l'Occident. Aussi le régime les mentionna-t-il de plus en plus discrètement dans le discours public, à mesure qu'ils prenaient de l'importance pour lui-même et leurs bénéficiaires<sup>31</sup>. Généralement dénommés *zagraničnye podarki* (les cadeaux de l'étranger), ou *amerikanskije podarki* (les cadeaux américains), leur provenance exacte restait ainsi confuse mais elle n'en pose pas moins la question du prestige et de la reconnaissance que l'Occident, et singulièrement les États-Unis, aurait retiré de sa générosité. Pourtant, le souci des Soviétiques ordinaires n'était pas celui de la provenance mais de l'accès à ces dons, le terme même de « cadeaux » (*podarki*) servant moins à décrire la raison de leur présence sur le sol soviétique qu'une certaine catégorie d'objets qui alliaient qualité et abondance relatives, par opposition à l'indigence de la production soviétique. D'ailleurs, ces mêmes objets pouvaient tout aussi bien être appelés *amerikanskije veščiči*, les « choses » américaines, le minimum de ce que pouvait accorder

l'aide envoyée par l'UNRRA en équivalent dollars US, venaient ensuite le matériel pour la reconstruction industrielle (29 et 28 %), l'aide en vêtements, textiles, chaussures (11,5 et 9 %), le matériel pour la reconstruction agricole (9 %) et le matériel médical (1,6 et 1,3 %), G. WOODBRIDGE (éd.), *UNRRA...*, *op. cit.*, vol. 2, p. 250.

29 - UNRRA, *Economic Rehabilitation in the Ukraine*, Operational Analysis Papers, 39, 1947, p. 68 et 72; *Id.*, *Economic Rehabilitation in Byelorussia*, Operational Analysis Papers, 48, 1947, p. 42 et p. 49, n. 2. Selon ce dernier rapport, 70 % des biens alimentaires vendus dans ces magasins en Biélorussie au printemps et à l'été 1946 provenaient de l'UNRRA, même si le gouvernement soviétique n'avait pas confirmé ce chiffre. Les autres sources d'approvisionnement, dans lesquelles les biens de l'UNRRA n'étaient pas commercialisés, étaient les fameux magasins d'alimentation *gastronom*, où se vendaient des biens de luxe non rationnés à des prix accessibles uniquement aux privilégiés de la société soviétique, ainsi que les marchés *kolkhoziens*, de fréquentation nettement plus démocratique, mais dont les prix étaient également incomparablement plus élevés que ceux des biens rationnés vendus dans les magasins d'État. Sur le système de distribution soviétique après-guerre, voir J. HESSLER, *A Social History of Soviet Trade...*, *op. cit.*

30 - UNRRA, *Economic Rehabilitation in the Ukraine*, *op. cit.*, p. 77-78; *Id.*, *Economic Rehabilitation in Byelorussia*, *op. cit.*, p. 53-54.

31 - Timothy JOHNSTON, *Being Soviet: Identity, Rumour, and Everyday Life under Stalin, 1939-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 95-97, qui néglige cependant l'omniprésence des *zagraničnye podarki* dans les rapports soviétiques des années 1940.

une civilisation matériellement supérieure, y compris lorsqu'il s'agissait de vêtements usagés, mais à mille lieux de l'endurance des Soviétiques. Le poids des dons basiques de l'étranger, aussi attirants fussent-ils, face à celui des souffrances vécues dans leur chair par le peuple russe était de toute manière dérisoire, et c'est plutôt le sens de ce déséquilibre qui pouvait faire débat : pour les uns, c'était à ce prix insultant que les Occidentaux masquaient leur lâcheté, pour d'autres, c'était le régime soviétique lui-même qui humiliait sa population, réduite à se réjouir de ce qui n'avait guère de valeur en Occident. Dans une lettre de propagande, une jeune fille s'émerveillait d'une robe verte à deux poches, tout en racontant son destin d'enfant victime de la guerre et fille d'un combattant du front<sup>32</sup>. Quant à Varlam Chalamov, il évoqua avec la même tendresse les vêtements américains<sup>33</sup>, pour aussitôt dépeindre le bonheur des « crevards » avalant par tonneaux entiers le *solidol* américain, une graisse industrielle livrée en même temps que les machines du *lend-lease* qui serviraient à déblayer les montagnes gelées de cadavres du Goulag.

Les modes d'appropriation de ces objets subvertissaient également leur destination d'origine. Un système de commissions pyramidal devait assurer leur répartition, tâche confisquée, on l'a vu, par la direction soviétique. Pourtant, dans la réalité, l'aide pouvait s'entasser dans des dépôts que visitaient d'abord les privilégiés locaux, comme ces responsables des voies de chemin de fer de la région Sibérie-Oural venus, accompagnés de leurs épouses, de leurs bonnes et de leurs chauffeurs, faire main basse sur la meilleure part. Il n'était plus resté que des miettes, vêtements en mauvais état, paires de bas dépareillées, tenues inutiles, aux destinataires théoriques. Les cadeaux américains ne suscitaient donc pas seulement l'envie mais aussi la colère, beaucoup de ces « bons pauvres » ayant refusé, indignés, un don qui ne pouvait apparaître que comme une insulte face à leurs besoins et à leurs mérites, mais aussi face à ceux d'en haut, qui avaient pu se servir les premiers, ce dont tout le monde avait fini par être mis au courant, ce scandale banal se répétant aux quatre points cardinaux de l'URSS jusqu'à Magadan<sup>34</sup>. Les fonctionnaires locaux et régionaux n'étaient pas les seuls à venir se servir, accompagnés de leur maisonnée, dans les dépôts. Panteleimon Ponomarenko en personne, premier secrétaire du parti de Biélorussie et membre du Comité central, fut accusé du même comportement. Le glorieux chef des partisans pendant la guerre n'aurait

32 - GARF, f. 9501, op. 5, d. 315, l. 2-2v.

33 - « Nous autres détenus, nous avons entendu parler de ces cadeaux d'outre-mer qui avaient jeté le trouble dans les sentiments des autorités du camp [...]. Dans les listes, on désignait ces merveilles en laine sous l'appellation 'seconde main', ce qui était bien plus expressif, on le comprend, que 'usagés' ou d'obscurités initiales telles que *é/у* (été utilisé) qui ne sont compréhensibles que pour un homme de camp », Varlam CHALAMOV, « Prêt-bail », *Récits de la Kolyma*, Lagrasse, Verdier, 2003, p. 506.

34 - *Sovetskaja žizn', 1945-1953*, Moscou, ROSSPÈN, 2003, p. 83-88. Apparemment, les détenus du Goulag étaient aussi conscients d'être victimes de la rapacité des dirigeants locaux : « Les tailleurs en tricot usé, les pull-overs et les jumpers de seconde main collectés de l'autre côté de l'océan pour les détenus de la Kolyma avaient été raflés par les femmes de généraux de Magadan qui avaient failli en venir aux mains », V. CHALAMOV, « Prêt-bail », *op. cit.*, p. 507.

pas hésité à offrir aux dirigeants de la république et à se réserver pour lui-même le meilleur de ce qui était entreposé sans grand soin sur la base centrale du Belglavsnab de Minsk.

Mais en réalité, ce dont les épouses des premiers responsables biélorusses guettaient l'arrivée, c'était, bien davantage que les vêtements et les chaussures de l'UNRAA, les richesses en provenance d'Allemagne, baptisées « trophées » ou « réparations »<sup>35</sup>. Deux raisons essentielles différenciaient entre eux les objets contenus dans ces caisses, pourtant entreposées en un même lieu : la façon dont ils avaient été collectés et leur valeur. L'arrivée des « biens trophées » est un fait bien mieux préservé dans la mémoire des Soviétiques que les gestes de solidarité de la part des populations alliés. Dans les faits, cette manne est indissociable de l'extrême violence qui accompagna l'occupation par l'Armée rouge des pays vaincus. Pourtant, le comportement des troupes soviétiques à l'égard des civils, et en premier lieu le viol systématique des femmes, est resté, quant à lui, largement ignoré à l'Est<sup>36</sup>, alors que cette violence se déploya sur un large territoire, une de ces premières manifestations spectaculaires étant le sac de Budapest, pour culminer en Allemagne<sup>37</sup>. À l'inverse, le véritable pogrom commis en Prusse orientale ou la terreur semée à Berlin à l'arrivée des Soviétiques sont largement connus à l'Ouest, tandis que les mémoires locales font écho aux archives rapportant la persistance, pendant des années, d'une situation d'insécurité pour les civils occupés, soumis, certes de façon beaucoup plus sporadique, au viol et au maraudage de la part de soldats isolés, mais aussi de véritables bandes composées de déserteurs qui réquisitionnaient, auprès de villageois apeurés, femmes, bétail et réserves en tout genre. Alors que le récit soviétique des atrocités commises par l'occupant nazi avait toujours rendu compte du fait que les violences sur les biens et les corps étaient fortement imbriquées, elles furent ici dissociées dans le discours et la mémoire soviétiques, d'autant plus facilement que les violences physiques à l'égard des populations vaincues étaient d'une tout autre ampleur et d'une tout autre nature. À dire vrai, ces dernières s'apparentaient plus encore aux dommages matériels, non plus seulement par leur simultanéité mais aussi par le sort fait au corps des femmes de l'ennemi, tandis que l'appel à tuer purement et simplement chaque représentant de la nation allemande disparaissait de la propagande soviétique. L'idée prévalut que l'accaparement des biens des civils vaincus n'était que justice en regard du pillage subi par la population soviétique pendant la guerre, et elle fut renforcée par le choc, bien connu, que représenta pour les Soviétiques qui

35 - Archives d'État de Russie de l'histoire sociale et politique (Rossijskij gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii, ci-après RGASPI), f. 17, op. 122, d. 139, l. 83-92.

36 - Sur l'absence de reconnaissance par l'historiographie russe et, plus généralement, de la société russe à propos du comportement des soldats de l'Armée rouge en Allemagne, voir Oleg BUDNITSKII, « The Intelligentsia Meets the Enemy: Educated Soviet Officers in Defeated Germany, 1945 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 10-3, 2009, p. 629-682, p. 635 sq.

37 - Norman M. NAIMARK, *The Russians in Germany: A History of the Soviet Zone of Occupation, 1945-1949*, Cambridge, Harvard University Press, 1995 ; Krisztián UNGVÁRY, *The Siege of Budapest: 100 Days in World War II*, New Haven, Yale University Press, 2005.

passaient la frontière la vue de pays vaincus, en ruines, mais toujours nettement plus prospères que leur propre patrie. Plus encore, les Soviétiques virent, ou crurent voir, chez leurs ennemis vaincus, des villes de Roumanie aux fermes de Prusse, le produit direct des rapines commises par ces derniers sur le sol soviétique, du bétail<sup>38</sup> aux tramways en passant par des objets de prix retrouvés dans les appartements d'anciens occupants<sup>39</sup>.

Dès lors, se servir n'était que justice, et non pas vengeance aveugle, tout comme la destruction des biens de l'ennemi trouvait aussi sa justification<sup>40</sup>. Si ces actes de destruction, de même que les violences physiques sur les populations, et singulièrement les femmes, n'ont pas fait l'objet d'un discours public en URSS et continuent d'être passés sous silence, il n'en fut pas de même de l'acte consistant à s'emparer des biens, y compris personnels, des vaincus. Sur le moment comme de nos jours, l'accaparement de biens trophées apparut à la fois comme légitime et anodin<sup>41</sup>. Si l'on prend un objet emblématique de ce type de butin pour le soldat soviétique du rang, la montre-bracelet, les témoignages concordent sur le fait qu'il n'était pas rare d'en arborer plusieurs à son bras. La tolérance à l'égard de cette manifestation ostensible de vol sur l'ennemi en dit long sur la signification qui lui était attribuée : non pas seulement que l'objet était rare en URSS et qu'il trouverait facilement preneur une fois le soldat rentré chez lui, mais aussi qu'un comportement compulsif à l'égard des biens de l'ennemi était de mise<sup>42</sup>. Derrière le port, anodin, de plusieurs montres, y compris hors d'état de marche, à un même bras, voire aux deux, on retrouve ainsi le sort réservé aux femmes allemandes, dont l'âge, l'état physique et les autres caractéristiques personnelles semblent n'avoir eu aucune importance aux yeux de leurs violeurs.

De fait, le caractère bon enfant de cette acquisition de biens trophées est également illustré par la popularité dont jouissaient les bicyclettes, encore rares

38 - Voir la lettre d'un soldat de l'Armée rouge, ancien kolkhozien arrivé en Prusse orientale : « Ils ont pris le bétail des meilleures fermes d'Europe. Leurs moutons sont les meilleurs mérinos russes, et leurs boutiques croulent sous les marchandises de tous les magasins et usines d'Europe. Dans un proche avenir, ces marchandises apparaîtront dans les boutiques russes et ce seront nos trophées », Catherine MERRIDALE, *Les guerriers du froid. Vie et mort des soldats de l'Armée rouge, 1939-1945*, Paris, Fayard, [2006] 2012, p. 345.

39 - RGVA, f. 32900, op. 1, d. 458, l. 42-42v, 94-95, 98 et 112-116.

40 - O. BUDNITSKII, « The Intelligentsia Meets the Enemy... », art. cit., p. 633.

41 - « Aucun scrupule n'était de mise. Aujourd'hui encore, les anciens combattants en parlent sans la moindre gêne, comme s'ils décrivaient un vide-greniers (*sic*) particulièrement intéressant. Obtenir ce qu'il y avait de mieux prouvait qu'on était débrouillard, qu'on se souciait de sa famille et qu'on était capable de faire face au nouveau monstre, le capitalisme », C. MERRIDALE, *Les guerriers du froid...*, op. cit., p. 370.

42 - La retouche dont fit l'objet la célèbre photo d'Evgueni Khaldei montrant un soldat de l'Armée rouge parvenu au sommet du Reichstag, dont le bras tenant le drapeau soviétique était initialement orné de plusieurs montres, ne va pas à l'encontre de cette idée de tolérance mais montre au contraire combien cette pratique était suffisamment répandue pour que Khaldei, ayant choisi son modèle, ne s'aperçoive qu'après coup de ce détail.

en URSS, auprès de Soviétiques qui, pourtant, ne savaient pas s'en servir, y compris lorsqu'ils venaient de milieux favorisés, mais n'hésitaient pas à afficher leur maladresse. Chacun savait que leur acquisition avait tout aussi bien pu s'accompagner d'un viol ou d'un meurtre, et la scène de Soviétiques apprenant à monter à bicyclette avec une joie enfantine correspond bien à l'image, fréquemment rapportée par les vaincus, de barbares au comportement parfaitement naïf, contrastant avec la sauvagerie d'autres scènes perpétrées par les mêmes<sup>43</sup>. En revanche, un diariste soviétique, Vladimir Gelfand, se met à son avantage : dès le lendemain de son apprentissage, l'usage de la bicyclette lui est suffisamment familier pour qu'il puisse se rendre aisément auprès d'une Allemande et de sa fille violée, qui le pressent d'apporter sa protection contre ses propres compatriotes, offre qu'il décline poliment<sup>44</sup>. Un peu plus tard, vêtu en civil d'un élégant costume, qu'il s'est probablement fait confectionner en Allemagne, il se fait photographe en train de pédaler, image en mouvement alors peu conventionnelle chez ses contemporains. Le cliché atteste ainsi de sa dextérité et achève surtout de faire rentrer sa quête d'objets dans un autre registre.

En effet, célébré par la propagande soviétique dès les années 1920 et en réalité très rare, l'appareil photo<sup>45</sup> constituait également un bien trophée très populaire, mais il faisait accéder son nouveau propriétaire, plus encore que la montre ou la bicyclette, objets purement pratiques, à une pratique culturelle nouvelle, ce qui explique la satisfaction affichée par les membres de l'intelligentsia qui avaient eu l'occasion de commettre ce type de prise<sup>46</sup>. Le jeune V. Gelfand acquiert ainsi

43 - Sortant de la cave où elle s'est réfugiée à l'arrivée des Russes, une Berlinoise décrit ainsi une de ses premières visions de l'envahisseur, avant d'être victime de violés répétés quelques heures plus tard : « Sur la chaussée, des Russes ont enfourché des bicyclettes fraîchement volées. Ils s'apprennent mutuellement à rouler, se tiennent aussi raides sur leur selle que Susi, la femelle chimpanzé du zoo, et vont heurter des arbres, puis pouffent de rire comme des enfants », *Une femme à Berlin. Journal, 20 avril-22 juin 1945*, [2002] 2006. L'auteur de ce journal se plaît à souligner cette ambivalence. Voir également le récit autobiographique de Sándor MÁRAI sur les débuts de l'occupation soviétique en Hongrie, *Mémoires de Hongrie*, Paris, Albin Michel, [1972] 2004, et son roman *Libération*, écrit à la fin du siècle de Budapest mais publié à titre posthume, Paris, Albin Michel, [2000] 2007.

44 - Wladimir GELFAND, *Deutschland-Tagebuch, 1945-1946. Aufzeichnungen eines Rotarmisten*, Berlin, Aufbau-Verlag, 2005, p. 78-82. Ce genre de scène est devenu un topos dans la description du bon Soviétique à l'égard d'une gent féminine allemande devenue peu farouche.

45 - Les premiers appareils photos soviétiques étaient aussi rares que mythiques, puisque produits dans la colonie modèle pour orphelins (*besprizorniki*) baptisée Félix Dzerjinski. Les Fed-1 apparurent en 1934 et furent produits à raison d'un pour 500 habitants en 1937. Le matériel photographique était tout aussi déficitaire et coûteux, rendant la pratique amateur particulièrement limitée avant les années 1950, I. NARSKIJ, *Fotokartočka na pamjat' : semejnye istorii, fotografičeskie poslanija i sovetskoe detstvo (avtobio-istoriografičeskij roman)*, Tcheliabinsk, Enciklopedija, 2008, p. 317-318.

46 - Fait révélateur du regard de la société russe contemporaine, y compris son intelligentsia, sur cet aspect de la guerre, la première photographie de groupe des trois enfants héros d'un roman récent est prise par un vieux médecin militaire patriote, détenteur

un appareil photo en janvier 1946, peut-être sur l'Alexanderplatz de Berlin où s'échangent plus ou moins discrètement toutes sortes de biens<sup>47</sup>. Lors de son séjour en Allemagne, les appareils photos lui servent comme objets de troc parmi d'autres, mais il finit également par apprendre à s'en servir et part à la recherche du matériel nécessaire pour développer ses clichés<sup>48</sup>. Il se met alors à photographier ses conquêtes féminines, la grande affaire de son expérience d'occupation, des personnes de rencontre, mais aussi les villes et paysages qu'il traverse<sup>49</sup>. Cette nouvelle passion tend même à prendre la place de la tenue de son journal intime<sup>50</sup>.

De la même façon, le récepteur radio, le phonographe ou encore la machine à écrire étaient plus particulièrement recherchés par certains Soviétiques qui, d'emblée, partageaient un univers culturel commun avec l'Ouest, faisant passer au second plan les circonstances plus ou moins avouables de leur acquisition<sup>51</sup>. Dès lors, les biens trophées, au-delà d'un effet de compensation, faisaient accéder à un monde parvenu à réaliser une culture moderne à laquelle les Soviétiques, dirigeants comme dirigés, ne faisaient qu'aspérer.

La tension entre le modèle politique représenté par l'URSS stalinienne et ces aspirations matérielles rendait, de ce fait, compliqué l'accès de chacun aux prises de guerre sur l'ennemi. Dérivatif du désir de vengeance de la troupe et moyen commode de compenser une population encore davantage appauvrie par le pillage de l'occupant et les destructions de la guerre, les biens trophées risquaient également de créer une situation d'indiscipline généralisée et une fascination dangereuse pour cette civilisation occidentale. Pourtant, au moins dans un premier temps, les dirigeants soviétiques semblent avoir encouragé et, d'une certaine manière, organisé cette ouverture à la civilisation matérielle de l'Ouest, tout en tentant de préserver un accès stratifié.

Le 26 décembre 1944, alors que l'Armée rouge aborde les territoires allemands, un décret autorise ses soldats à envoyer des colis mensuels du front vers l'arrière, dont le poids varie suivant la hiérarchie militaire : cinq kilos pour les

d'un « superbe appareil-photo trophée », qui fait montre en privé de délicieuses manières prérévolutionnaires, Ljudmila ULICKAJA, *Zelenyj šatër*, Moscou, Èksmo, 2011, p. 22-25.

47 - W. GELFAND, *Deutschland-Tagebuch...*, *op. cit.*, p. 205, 14 janv. 1946.

48 - *Ibid.*, p. 267, 22 mai 1946, et p. 302, 27 août 1946. Paradoxalement, c'est sans doute en mai 1946, au cours de sa fréquentation d'une famille polonaise cultivée originaire des régions annexées par l'URSS, qu'il fait cet apprentissage, *ibid.*, p. 308, 11 sept. 1946.

49 - W. GELFAND, *Deutschland-Tagebuch...*, *op. cit.*, p. 306, 6 sept. 1946, et p. 308, 7 sept. 1946. Ces photographies d'occupation font écho à la pratique mieux connue, et sans doute beaucoup plus répandue, des soldats allemands en territoire occupé, photographiant aussi bien des jeunes filles que des scènes d'atrocités. Pourtant, il ne semble pas, à lire son journal, que W. Gelfand ait cherché à photographier les traces de la guerre.

50 - *Ibid.*, p. 269, lettre à sa mère du 27 mai 1946. Sans doute W. Gelfand avait-il des prédispositions : il se fait assidûment tirer le portrait chez des professionnels, envoie nombre de ses clichés à sa mère et à ses autres correspondantes. De même, il tapisse les murs de sa chambre en Allemagne de photos achetées ou récupérées.

51 - Outre des vêtements utilitaires, la mère de W. Gelfand lui passe commande d'un récepteur radio, *ibid.*, p. 181, lettre du 15 nov. 1945.

soldats du rang, dix kilos pour les officiers, quinze kilos pour les généraux<sup>52</sup>. Non seulement le décret ne passe pas inaperçu et est considéré comme une invitation explicite au maraudage, mais il est également lu, dès cette époque, comme le miroir direct de la politique de colis à l'endroit des soldats de la Wehrmacht et autres ressortissants allemands, qui prévalut dans les territoires occupés pendant la guerre. Désapprouvant le décret pour des raisons morales, un soldat soviétique du rang note pourtant comme justification dans son journal que « chaque mois, le soldat allemand avait l'autorisation d'envoyer chez lui un colis de seize kilos des territoires qu'ils avaient conquis<sup>53</sup> ». L'explosion du nombre de colis qui suivit le décret entraîna un fort encombrement du service postal. À Koursk, par exemple, on fit venir spécialement des employés pour s'occuper des colis envoyés du front par les soldats<sup>54</sup>. Le nombre de colis mensuels autorisé semble avoir été restreint par la suite et ne suffisait de toute façon pas forcément, obligeant les plus généreux avec leurs proches à des subterfuges. L'envoi régulier de colis à ses proches, par le service postal ou d'autres canaux, constituait un véritable devoir pour ceux qui avaient la chance d'être en service à l'étranger. V. Gelfand reçoit ainsi littéralement commande de vêtements pour petits et grands, ainsi que d'autres objets de valeur, de la part de sa mère qui lui demande cependant une certaine discrétion, alors que, de fait, une bonne partie de leur correspondance est consacrée à ces questions<sup>55</sup>.

Cette politique libérale à l'égard du transfert individuel des biens des vaincus vers les foyers soviétiques ne se démentit pas lors des premières grandes vagues de retour vers l'URSS des anciens déportés soviétiques rapatriés et des soldats démobilisés, soldats et civils en permission, tous étant libérés d'un contrôle douanier à l'été 1945. Le paquetage des démobilisés rentrant au pays dans des trains spéciaux semble ainsi avoir atteint des proportions inouïes, tel ce vétérinaire militaire qui revient en septembre 1945 de Vienne pour se rendre en Ouzbékistan avec près d'une tonne de bagages, et certains ne manquèrent pas de se faire rançonner, dès leur arrivée, par les autorités locales<sup>56</sup>.

À l'aisance avec laquelle les Soviétiques pouvaient franchir la frontière, s'ajouta la facilité avec laquelle tout un chacun pouvait se fournir en zone occupée,

52 - Pawel N. KNYSEWSKIJ, *Moskaus Beute. Wie Vermögen, Kulturgüter und Intelligenz nach 1945 aus Deutschland geraubt wurden*, Munich, Olzog Verlag, 1995.

53 - O. BUDNITSKII, « The Intelligentsia Meets the Enemy... », art. cit., p. 655. Sur la frénésie d'envoi de colis de la part des Allemands sous l'occupation, y compris depuis l'URSS et singulièrement l'Ukraine, voir Götz ALY, *Comment Hitler a acheté les Allemands. Le III<sup>e</sup> Reich, une dictature au service du peuple*, Paris, Flammarion, 1995.

54 - C. MERRIDALE, *Les guerriers du froid...*, op. cit., p. 372.

55 - W. GELFAND, *Deutschland-Tagebuch...*, op. cit., p. 180, lettre à W. Gelfand de sa mère du 15 novembre 1945, où elle lui demande de ne plus adresser de courrier sur son lieu de travail, surtout quand il s'agit de colis.

56 - Mark EDELE, *Soviet Veterans of the Second World War: A Popular Movement in an Authoritarian Society, 1941-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 30. Plus modestement, W. Gelfand quitte l'Allemagne avec dix valises « petites mais lourdes » et deux sacs, W. GELFAND, *Deutschland-Tagebuch...*, op. cit., p. 312, 26 sept. 1946.

que ce soit au marché noir ou dans des magasins de diverses sortes. Dans le journal de V. Gelfand, Berlin, bien plus que les autres villes allemandes qu'il fréquente, apparaît comme l'épicentre de sa convoitise, grâce au marché noir qui se tient sur l'Alexanderplatz ou aux abords de l'ancien Reichstag, mais qui s'étend en réalité à chaque rue, chaque maison, chaque couloir, chaque café de la capitale, toute une ville mendiant et échangeant des objets et de la nourriture contre de l'argent ou du troc<sup>57</sup>. Même quand les autorités soviétiques tentent d'éradiquer ce phénomène, au moins en un lieu aussi emblématique que l'Alexanderplatz, leurs efforts sont visiblement vains. En novembre 1945, V. Gelfand, sous le prétexte de faire nettoyer ses bottes, crée un attroupement de vendeurs qui cachent leurs marchandises sous leurs vêtements. Le temps pour le cireur d'exécuter sa tâche, il a réussi à obtenir une chemise, une veste de cuir, quelques paires de chaussettes et des gants, au nez et à la barbe des patrouilles soviétiques qui contrôlent pourtant jusqu'aux officiers<sup>58</sup>.

Le transfert institutionnalisé du butin saisi à l'ennemi, qui devrait bientôt se transformer en une politique officielle de réparations<sup>59</sup>, constitua également une opportunité pour les individus soviétiques, du moins certains d'entre eux, puisque les autorités en charge de la collecte systématique de biens trophées régulèrent leur acquisition par les gradés : à partir de juin 1945, les généraux de l'Armée rouge pouvaient ainsi recevoir gratuitement une voiture, les officiers un vélo ou une motocyclette. En outre, les généraux étaient autorisés à acquérir dans ces entrepôts un piano ou un piano à queue, une radio, un fusil de chasse et une montre à bracelet, à gousset ou encore une pendule. Généraux et officiers pouvaient également recevoir, moyennant finance, tapis, tapisseries, fourrures, services à thé, appareils photo et autres biens de valeur<sup>60</sup>. La possibilité d'acheter un bien trophée à l'administration soviétique d'occupation constituait un privilège évident. V. Gelfand acquiert par ce biais un récepteur radio pour 400 marks, alors que ceux qu'il trouve en vente dans Berlin peuvent lui coûter dix fois plus<sup>61</sup>.

L'occupation des pays vaincus permet ainsi de profiter d'un luxe dont l'accès est autorisé, voire organisé, de façon à renforcer les hiérarchies sociales au sein de la société soviétique. Servir à l'étranger dans une fonction militaire ou civile est en soi un avantage, quel que soit le rang occupé, mais, au sein de ces chanceux, le pouvoir prend soin de réserver les meilleures pièces à l'élite, qui affiche sans fard sa bonne fortune. La dissidente Larissa Bogoraz raconte ainsi comment, dans l'immédiat après-guerre, les filles de généraux servant en Allemagne portaient des

57 - W. GELFAND, *Deutschland-Tagebuch...*, *op. cit.*, p. 204-205, 14 janv. 1946, et p. 211, 21 janv. 1946.

58 - *Ibid.*, p. 176-177, 6 nov. 1945.

59 - P. N. KNYŠEWSKIJ, *Moskaus Beute...*, *op. cit.*

60 - Pavel N. KNYŠEWSKIJ, *Dobyča: Tajny germanskikh reparacij*, Moscou, Soratnik, 1994, p. 120-121.

61 - W. GELFAND, *Deutschland-Tagebuch...*, *op. cit.*, p. 218, lettre à sa mère du 26 janv. 1946 : achat d'un « bon » récepteur à cinq lampes Röhren pour 4 000 marks ; p. 280, 23 juin 1946 : un poste radio évalué à 2 000 marks qu'il échange contre deux costumes ; p. 300, attestation du 28 août 1946.

robes qui se distinguaient nettement des autres, grâce aux tissus et aux patrons envoyés par leurs pères de Berlin. Elle conclut : « C'était aussi cela le goût de l'après-guerre, des robes neuves coupées dans de luxueux tissus occidentaux. » Le privilège est d'autant plus visible qu'il ne tient pas seulement au tissu, mais aussi à la coupe qui les fait ressembler à « des jeunes filles allemandes », une ressemblance visiblement considérée comme parfaitement respectable, et même enviable<sup>62</sup>. La dissidente rapporte ainsi comment son oncle, général en Allemagne, lui ramena également des coupons de tissus.

L'appropriation affichée de la mode et de la culture du vaincu est un phénomène que l'on rencontre plus généralement dans l'URSS de l'immédiat après-guerre, la projection de films trophées pris à l'ennemi attestant que le Kremlin tendait même à l'encourager. L'ouverture offerte par la guerre était, à dire vrai, parfaitement éclectique, puisque s'y côtoyaient des éléments issus de la culture américaine et de la vieille Europe centrale<sup>63</sup>. Le fait remarquable est qu'elle constituait un phénomène général à l'ensemble des strates de la société soviétique, surtout chez les plus jeunes, malgré les déformations et réappropriations inhérentes à la distance géographique, sociale et culturelle qui pouvait séparer un Soviétique ordinaire des lieux où se concentrait l'essentiel des objets véhiculant modes vestimentaires et goûts musicaux venus de l'Ouest<sup>64</sup>.

La tolérance des autorités soviétiques à l'égard du chapardage des biens de l'ennemi, ou la possibilité clairement légalisée qui fut donnée aux individus de différents rangs de ramener une grande quantité de biens étrangers chez eux, ne constituent cependant qu'un aspect de ce phénomène de gigantesque transfert des pays vaincus, et en premier lieu d'Allemagne, vers l'Union soviétique. Son ampleur, précisément, ne pouvait que compromettre l'ordre social et politique que la direction stalinienne avait dû rétablir dans les territoires libérés. Sa diffusion dans l'ensemble du territoire soviétique entraîna l'inévitable problème de son détournement, l'explosion du marché noir et d'autres formes de circulation incontrôlées.

Le trafic nourrissait la constitution de ces réseaux caractéristiques du fonctionnement de l'économie souterraine soviétique. En effet, certains ne se contentaient pas de ramener leurs prises de guerre pour eux-mêmes ou leurs proches, mais en faisaient un commerce illégal. À la fin de l'année 1946, la milice de Tambov confisqua 4 622 fourrures à un vétéran, ancien officier, qui les avait volées à un magasin de Berlin à la fin de la guerre et s'apprêtait à les vendre à Moscou. Un autre vétéran, rentré d'Allemagne en voiture en octobre 1946 le coffre plein de biens trophées revendus ensuite par son beau-frère, fut arrêté au printemps 1947<sup>65</sup>.

62 - Cécile VAISSIÉ, *Russie : une femme en dissidence. Larissa Bogoraz*, Paris, Plon, 2000, p. 39.

63 - Valérie POZNER, « Le sort des films trophées saisis par les Soviétiques au cours de la Seconde Guerre mondiale », in A. SUMPFF et V. LANIOL (dir.), *Saisies, spoliations et restitutions...*, op. cit., p. 147-164.

64 - Juliane FÜRST, *Stalin's Last Generation: Soviet Post-War Youth and the Emergence of Mature Socialism*, Oxford, Oxford University Press, 2010, notamment p. 200-249.

65 - M. EDELE, *Soviet Veterans of the Second World War...*, op. cit., p. 91.

Le trafic, cependant, pouvait atteindre un tout autre ampleur. Au butin saisi à la fin de la guerre succédèrent les livraisons issues de la politique soviétique de réparations, qui arrivaient par terre ou par mer et se diffusaient ensuite par trains entiers sur l'ensemble du territoire, sans être suffisamment gardés et sans que le contenu ne soit réellement inventorié et évalué. Le pillage des trains et des entrepôts atteignit un tel niveau que le ministère de l'Intérieur proposa en janvier 1947 de créer une commission interministérielle afin de prendre les mesures nécessaires<sup>66</sup>. Les vols commis sur le sol soviétique étaient le fait d'individus, mais aussi de bandes armées et surtout de réseaux formés par des personnes en charge de ces biens, et en particulier de leur commercialisation, comme dans le cas d'un trafic autour du dépôt de biens trophées démantelé à Novossibirsk au début de 1947, grâce auquel pianos à queue, commodes et pendules étaient venus embellir les intérieurs du cercle étroit des dirigeants locaux qui avaient pu les acquérir à bas prix alors qu'ils étaient destinés à récompenser des fonctionnaires méritants<sup>67</sup>.

Le vol de la propriété socialiste était une préoccupation constante de la direction soviétique et la promulgation des oukases de juin 1947 marque un net durcissement de la politique répressive à cet égard. Dans la perception qu'eut le Kremlin des vols de biens appartenant aussi bien à la puissance publique qu'à des particuliers comme un phénomène massif, alors que le pays se trouvait encore appauvri par la guerre et en proie à la famine, le détournement des livraisons massives venues de l'étranger, et donc assimilées à la propriété d'État, joue certainement un grand rôle du fait de leur valeur monétaire, privant l'État de revenus importants. Pourtant, à cet aspect économique se greffent d'autres enjeux qui lui sont plus ou moins liés : la constitution de réseaux, y compris à un haut niveau, la consolidation du clientélisme, l'absence de contrôle par le centre politique de la distribution de ces richesses dans le contexte de la reconstruction. La direction stalinienne savait aussi tirer profit de cet état de corruption généralisé, dont la dénonciation ponctuelle pouvait servir à précipiter la chute de hauts responsables devenus gênants, comme ce fut sans doute le cas en Biélorussie, où le premier secrétaire du parti, Nikolai Goussarov<sup>68</sup>, dévoila le scandale des 27 000 vaches trophées, livrées en 1945 à la république soviétique la plus dévastée par la guerre, qu'avaient accaparées 2 000 responsables plus ou moins haut placés, quand plus de 150 000 familles kolkhoziennes n'en possédaient aucune. Indifférents au malheur

66 - GARF, f. 5446, op. 49a, d. 467, l. 12-18. Sur la politique de réparations, voir Jörg FISCH, *Reparationen nach dem Zweiten Weltkrieg*, Munich, C. H. Beck, 1992.

67 - GARF, f. 5446, op. 49a, d. 2848, l. 1-3, je remercie Juliette Cadiot pour m'avoir signalé ce dossier. Sur la participation des responsables du commerce d'État au marché noir comme figure invariante du fonctionnement de l'économie soviétique, voir Tamara KONDRATIEVA, « Les personnes matériellement responsables sous le régime de propriété socialiste », in T. KONDRATIEVA (dir.), *Les Sociétés. Un pouvoir, des régimes*, Paris, Les Belles Lettres, 2011, p. 113-130.

68 - Sur l'implication personnelle de Staline dans la diminution du pouvoir de Ponomarenko à la tête de la Biélorussie à travers la nomination de Goussarov un an plus tôt, le 27 février 1947, voir Oleg V. HLEVNIUK *et al.*, *Politbyuro CK VKP(b) i Sovet ministrov SSSR, 1945-1953*, Moscou, ROSSPÈN, 2002, p. 47, n. 1.

de leurs administrés, ils avaient perdu de vue la promotion de l'élevage collectif, n'étant plus préoccupés que de créer liens de solidarité et de patronage au service de leurs préoccupations « petites bourgeoises »<sup>69</sup>.

Le détournement de la vache, élément de survie essentiel pour des millions de foyers soviétiques, était un phénomène tout aussi courant qu'emblématique du manque de considération des représentants du pouvoir pour le dénuement de leurs concitoyens. Si on peut comprendre cette indifférence par l'appât du gain et la volonté d'entretenir une clientèle, peut-être faut-il aussi l'expliquer par la contestation, au moins dans certains cas, du bien-fondé des catégories prioritaires établies par le pouvoir central. Ce défi à la hiérarchie officielle des héros et victimes de la guerre pouvait se trouver renforcé, au niveau le plus local, par l'expérience personnelle de la guerre et l'interconnaissance, comme le montre le cas d'un certain Gryn, président d'un *sel'sovet* de la région ukrainienne de Nikolaev, qui avait repris à une famille de deux soldats qui servaient sur le front la vache trophée qui leur avait été accordée pour cette raison, sous prétexte qu'il s'était fait confisqué un même animal par les Allemands sous l'occupation, ou qui avait confisqué à des démobilisés qu'il accusait d'être d'anciens policiers collaborateurs les décorations et documents qui leur donnaient accès à des privilèges<sup>70</sup>.

Un reproche d'une tout autre nature pouvait surgir dans certaines affaires où l'immoralité du détournement du butin de guerre ne tenait plus à l'injustice faite à des victimes de la guerre mais à un goût excessif pour le luxe. Ces accusations sont révélatrices d'une vision fantasmée des possibilités considérées comme illimitées d'accumulation des richesses de l'ennemi vaincu, comme le révèle les aveux de hauts responsables de l'administration de la zone allemande occupée extirpés par les services de Viktor Abakoumov, ancien chef du contre-espionnage et responsable de la sécurité d'État, préoccupé de compromettre ses rivaux auprès de Staline<sup>71</sup>. Le plus remarquable dans cette histoire tient au fait que les informations recueillies dans le cadre de cette opération aient pu paraître vraisemblables à ses yeux, sinon à ceux de Staline. La quantité d'objets en provenance d'Allemagne « découverts » lors de perquisitions dans les appartements des accusés est pourtant un premier sujet d'étonnement. Pour donner un seul exemple, l'appartement moscovite d'un des fonctionnaires inquiétés aurait contenu plus de 3 000 mètres de tissus, 8 services à thé et ménagères comportant 1 470 pièces, 315 objets anciens de valeur (statuettes, vases, etc.), 90 objets en argent, 41 tapis (dont des « passages »), 15 tableaux, 359 pièces de lingerie féminine, plus de 150 paires de chaussures et

69 - Les dirigeants biélorusses sont également dénoncés pour leur détournement des ressources publiques afin de se faire construire des maisons particulières, démontrant ainsi le même désintérêt pour le malheur de leurs administrés, dont beaucoup sont forcés de vivre dans des huttes sous terre, et le même appât du gain, certains les louant ou les revendant à des prix « spéculatifs ».

70 - GARF, f. 8131, op. 37, d. 3187, l. 17, rapport du parquet de la région de Nikolaev (actuelle Mykolaïv), avril 1946.

71 - Sur cette « guerre des services », voir Nikita PETROV, *Pervyj predsedatel' KGB Ivan Serov*, Moscou, Materik, 2005. Sauf mention, toutes les informations concernant cette affaire proviennent de cet ouvrage.

autres objets en cuir, près de 60 robes, 17 costumes, 22 manteaux et autres fourrures, 323 paires de bas, 6 postes de radio et radio phonographes, 4 accordéons. Ces listes impressionnantes, jamais closes, donnent une telle idée de profusion qu'elles laissent moins imaginer des appartements luxueusement meublés que de véritables entrepôts. Pourtant, la destination finale de ces biens de luxe n'est jamais vraiment explicitée. L'idée d'en faire commerce est à peine évoquée, et sur un mode ironique. Centrale, à nouveau, dans les accusations, leur valeur d'échange n'explique pas cette abondance, même si elle met en exergue des pratiques douteuses. Ivan Serov aurait ainsi offert un radio phonographe à son supérieur, le maréchal Joukov, des montres en or pour femme à un général américain haut placé de Berlin, deux services à thé et un fusil de chasse à son subordonné Sidnev, ce qui ne représentait, pourtant, qu'une infime partie des biens détournés.

Tout aussi spectaculaire apparaît la logistique mobilisée pour transporter le butin vers l'Union soviétique. Les avions affrétés par Joukov à cette seule fin sont restés dans les mémoires sans que l'on sache si le fait est avéré, mais la même accusation fut répétée contre d'autres. Serov aurait ainsi organisé pour ses propres fins un véritable manège de trains et d'automobiles, tandis qu'un avion aurait régulièrement fait la navette entre Berlin et Moscou, chargé de fourrures, de tapis, de tableaux et autres objets de valeur<sup>72</sup>.

La description des objets reste, quant à elle, très laconique et répétitive, à quelques exceptions près, lorsqu'il s'agit par exemple de souligner le temps dilapidé, au lieu de servir la patrie, à s'approprier pour un usage personnel et futile ce qui avait fait la supériorité diabolique de l'Allemagne, tels ces appareils de radio phonographe que Serov se serait fait fabriquer sur mesure à partir des boiseries de l'ancien bureau personnel d'Hitler à la Chancellerie, en faisant appel à un technicien allemand de renom. On ne sait donc pas grand-chose sur le goût précis des voleurs, en particulier quels tableaux les haut gradés soviétiques choisissaient de subtiliser aux magnats nazis, en concurrence avec les brigades spécialisées qui sillonnaient les pays vaincus<sup>73</sup>, ni pour quelle finalité, usage personnel ou revente dans le cadre d'un marché noir des œuvres d'art sur le sol soviétique qui reste encore totalement inexploré. De même, on ne sait à quel style se réfère exactement un rapport dénonçant l'habitude prise massivement parmi les généraux et officiers soviétiques en zone occupée de passer commande de « meubles de style » auprès

72 - Pour se défendre, Serov accusa à son tour Abakoumov de s'être fait livrer à Moscou vingt wagons de butin alors que la guerre battait encore son plein, et affréter un avion chargé de biens trophées en direction d'une Crimée à peine libérée. Pourtant moins haut placé, Sidnev avoua l'utilisation des avions de la SVAG ou celui de Serov pour transporter ses abondantes prises et en meubler son appartement de Leningrad. Voir aussi l'utilisation répétée des avions des lignes régulières biélorusses ainsi que de l'avion personnel de Ponomarenko pour rapporter à Minsk plusieurs tonnes de tapis et autres biens précieux, RGASPI, f. 17, op. 122, d. 308, l. 92.

73 - Konstantin AKINSHA et Grigorii KOZLOV, *Beautiful Loot: The Soviet Plunder of Europe's Art Treasures*, New York, Random House, 1995 ; P. N. KNYŠEWSKIJ, *Moskaus Beute...*, op. cit. ; Margarita S. ZINIČ, *Pohiščennye sokrovišča: vyvoz nacistami rossijskikh kul'turnyh tsennoščej*, Moscou, In-t rossijskoj istorii RAN, 2003.

de firmes de luxe allemandes, qui viendraient décorer leurs appartements moscovites et leurs datchas, même s'il permet de comprendre que la relation entretenue par ce haut commandement avec le monde matériel de l'ennemi n'était pas seulement celui de la prédation mais offrait une sorte d'émancipation par rapport à l'ascétisme mais aussi à l'absence de choix esthétique et de personnalisation imposée dans leur univers soviétique<sup>74</sup>. Le mode de vie qui leur est reproché est à peine plus lisible, sinon, sans doute, des réceptions privées fastueuses ou des parties de chasse, ce qui n'était pas à proprement parler interdit, puisqu'on se souvient de l'autorisation accordée aux gradés de se servir en services à thé et fusils de chasse, mais les faisait rentrer dans une zone dangereuse. De même, les accusés auraient adopté dans l'Allemagne occupée un mode de vie qualifié de « seigneurial », c'est-à-dire contrevenant clairement à la morale soviétique. La plupart du temps, l'origine exacte des biens n'est pas précisée, puisqu'ils se sont servis dans des entrepôts, véritables cavernes d'Ali Baba dispersées dans Berlin et le reste de la zone soviétique. Lorsque les anciens propriétaires sont évoqués, ils ne font guère pitié, puisqu'il s'agit des anciens nababs (*bogačī*) du régime nazi. La faute des accusés tient précisément au fait de s'être coulés dans le mode de vie de ces derniers, en occupant leurs villas réquisitionnées, et non de les avoir dépouillés. De même, les accusations laissent dans l'ombre les personnes à qui l'État destinait ces objets de luxe détournés. Un des interrogateurs s'exclame même, à propos de tapisseries de maîtres flamands et français des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles qui auraient appartenu à de riches particuliers allemands et que Sidnev s'est approprié pour son appartement léningradois : « mais la place de ces tapisseries ne peut être que dans un musée ». La frontière du luxe acceptable dans un intérieur soviétique, y compris de l'élite, aurait ainsi été franchie.

Serov, pourtant directement incriminé dans les dépositions de ses collaborateurs, ne fut pas inquiété et continua d'occuper des fonctions importantes, mais au moins deux de ses collaborateurs, arrêtés fin 1947-début 1948, furent condamnés à dix ans de camp de travail en octobre 1951<sup>75</sup>. Réhabilités très rapidement après la mort de Staline, ces derniers avouent une autre vérité. En expliquant comment les inventaires ont été falsifiés, ils sous-entendent clairement l'infériorité de la production nationale, puisque lors des perquisitions, les hommes d'Abakoumov n'ont pas hésité à inclure des objets de fabrication en réalité soviétique et à faire passer du nickel, de l'alliage ou du platine pour de l'or ou de l'argent, matières tout à la fois nobles et condamnables, dans l'inventaire des biens prétendument détournés d'Allemagne. Les réhabilités ne nient pas pour autant la possession d'objets en nombre inusité mais avouent au contraire des achats frénétiques pendant leur séjour en Allemagne. Plus précisément, ce sont leurs épouses (et accessoirement une nièce ou une fille) qui auraient écumé les divers lieux de la zone occupée où se vendait, pour des sommes modiques, une énorme quantité de biens,

74 - GARF, f. 5446, op. 49a, d. 243, l. 38-39 et 51.

75 - En revanche, trois personnes arrêtées dans le cadre de la même affaire sont relaxées lors de leur procès en octobre 1951, après plus de trois ans et demi de détention qui avaient conduit l'un d'entre eux dans les services psychiatriques de la prison.

sans grande valeur (mais dont on comprend qu'ils étaient introuvables en URSS ou à des prix inaccessibles) : des collants, du linge (pour hommes et pour femmes), des bibelots sans valeur, un véritable « bric à brac ». Les opportunités de faire des affaires en toute légalité étaient en effet fort nombreuses : magasins du « Voentorg » réservés aux hauts gradés soviétiques, où s'échangent objets et meubles d'occasion de valeur, ou encore la mise en vente auprès des particuliers allemands comme soviétiques des biens d'anciens nazis.

L'envoi à Moscou, illégal pour le coup, de biens provenant de la villa occupée par l'un d'entre eux en Allemagne est également mis sur le compte de la femme. Ce comportement vis-à-vis des ressources de l'Allemagne occupée est rapporté à l'ensemble des femmes et parentes du commandement, visiblement dénuées de la morale soviétique dont leurs maris seraient, en revanche, les représentants, mais que, surchargés de travail, ils n'ont pu leur rappeler. Les deux expriment le même dégoût face à cette accumulation frénétique en parlant du borborygme dans lequel les ont plongés leurs femmes insuffisamment éduquées pour résister au « milieu bourgeois délétère » qu'était l'Allemagne conquise<sup>76</sup>. Il y a certainement un fond de vérité dans ces images, d'autant plus facile à convoquer que le discours soviétique, conforme en ceci au sens commun, avait toujours mis les « survivances » de l'ancien monde, dont l'attrait pour une richesse matérielle superflue, du côté des femmes. Pourtant, les hommes ne semblent pas avoir été en reste pour utiliser leur pouvoir afin de soustraire des biens ou de passer directement commande auprès de prestigieuses fabriques allemandes, même si ces objets étaient, certes, destinés en grande partie à des dames, épouses ou maîtresses, autre association récurrente à cette soif d'objets contrevenant à la morale socialiste. Le fait que les réhabilités de cette affaire n'aient pas été réintégrés dans le parti, malgré leurs appels réitérés, peut s'expliquer, outre les méandres de la déstalinisation, par le rigorisme renouvelé de la période khrouchtchévienne à l'égard de l'enrichissement personnel et des comportements philistins.

Point essentiel, ces « profiteurs » étaient des *vydvizhency*, c'est-à-dire des promus, entrés tôt au parti, mobilisés de longue date dans la défense de la patrie de la révolution, y compris pendant leur mission en Allemagne occupée, et c'est l'argent qu'ils accusent eux-mêmes de les avoir corrompus, puisqu'ils touchaient, durant leur service dans la zone soviétique, des émoluments exceptionnellement élevés et superflus, en sus des rémunérations en nature propres aux grands serviteurs de l'État soviétique. La combinaison de cet apport soudain de liquidités, grandes absentes des accusations de l'ère stalinienne mais d'un usage bien réel, et d'un accès privilégié aux biens de l'Occident avait donc constitué un choc pour cette strate de la société soviétique, qui s'était traduit par une petite révolution de leurs intérieurs, sans que l'on puisse établir avec certitude, puisqu'il est difficile de démêler le vrai du faux dans ces accusations, son contour exact et ses implications en matière de mœurs.

76 - Le fait que les deux hommes utilisent la même argumentation peut s'expliquer par leur proximité, mais le thème du « marécage philistin » (*obyvatel'skoe boloto*) est un trope du discours moralisateur bolchevique.

## Les trésors cachés des Soviétiques d'avant-guerre

Le caractère primitif des accusations portées à l'encontre de ces fonctionnaires soviétiques atteints d'un comportement compulsif face aux objets du capitalisme, qu'on l'explique par un imaginaire forgé par la morale ascétique du parti ou par la réalité d'une société appauvrie, revient, pour finir, à la dichotomie proposée par J. Brodsky : d'un côté la grisaille soviétique, de l'autre les objets de l'étranger qui, du plus basique au plus sophistiqué, ouvraient à la société soviétique d'après-guerre un monde inconnu, qu'il fût celui d'une culture libératrice, de l'abondance ou du luxe coupable.

Le problème de ce récit est qu'il occulte la présence de ce monde « inconnu » dans l'URSS d'avant-guerre et le sort complexe qu'avaient connu les objets qu'il incarnait. Présents dans le cercle restreint des privilégiés de la fin de l'époque tsariste, renouvelés grâce à la production balbutiante de biens de consommation soviétiques ou les importations de l'étranger, ils avaient abondamment circulé dans différentes strates de la société soviétique urbanisée. Les autorités soviétiques avaient bien sûr joué un rôle capital, expropriant, redistribuant la propriété des anciennes élites, avant d'opérer un siphonage à grande échelle de tout ce que les particuliers pouvaient détenir de précieux aux yeux de la puissance publique. Celle-ci se montra avide d'or, puis bientôt d'argent, de pierres précieuses et, pour finir, de tout objet de valeur à convertir en devises étrangères qui donneraient accès au matériel occidental permettant l'industrialisation du pays à marche forcée. L'étude qu'Elena Osokina a consacrée à l'institution du Torgsin, ces magasins créés à la veille de la grande famine de 1933 pour obtenir les fameuses devises, démontre combien la recherche de valeurs précieuses alla bien au-delà du bradage à l'étranger des collections impériales et des biens de l'Église, entrepris dès les années 1920. Les pièces de monnaie en or datant des tsars ou de la présidence d'Alexandre Kerenski conservées par la paysannerie, les petites cuillères en argent et les bijoux de famille de la petite bourgeoisie étaient échangés contre du pain avec d'autant plus d'empressement par les comptoirs du Torgsin qu'ils étaient plus faciles à couler en lingots ou à dépecer pour être vendus à l'étranger. Le fait de détruire ainsi au sens propre tout un patrimoine, indépendamment désormais de toute justice de classe, n'avait à leurs yeux guère d'importance, la seule valeur accordée aux objets du passé étant celle que les acheteurs étrangers voudraient bien donner aux plus remarquables d'entre eux<sup>77</sup>. Le grand pillage par l'occupant des richesses soviétiques, des collections de musées aux biens domestiques des particuliers les plus humbles, serait ainsi dénoncé par les mêmes qui l'avaient entrepris, au nom de la modernisation du pays, moins de dix ans plus tôt.

La rage de dénicher chez les particuliers ce qui, toujours, conserva un statut suspect dans le contexte soviétique, et son corollaire, la soif indigne d'objets développée par une population dépouillée et frappée par les pénuries, se lisent dans

77 - Elena OSOKINA, *Zoloto dlja industrializacii: « TORGGIN »*, Moscou, ROSSPÈN, 2009, notamment p. 83-102 et 118-146.

les scènes de prestidigitation du magicien Woland sur les planches d'un théâtre moscovite des années 1930, imaginées par Mikhaïl Boulgakov pour son roman *Le maître et Marguerite*. Cette incarnation du diable venue de l'étranger (son identité allemande est suggérée) met littéralement à nu un public qui n'avait « guère changé », malgré l'apparition d'autobus, de téléphones et autres avatars du progrès technique qui rendaient méconnaissable la capitale. Faisant surgir sur la scène un magasin pour dames, son assistant Fahoth annonce que les vieilles robes et souliers démodés des spectatrices seront gracieusement échangés contre les « dernières créations parisiennes », provoquant une marée de femmes se ruant sur ces miraculeux produits de luxe, en perdant toute pudeur et raison pour profiter d'une aubaine aussi inattendue que fugace<sup>78</sup>. Un peu plus loin, un personnage rêve d'une représentation tout aussi cauchemardesque, au cours de laquelle un artiste en smoking l'invite à se mettre sous les feux des projecteurs pour révéler, sous les sifflets de la salle, la présence de dollars cachés dans son appartement d'honorable citoyen soviétique, avant de s'en prendre à un autre spectateur, un certain Sergueï Gerardovitch Dunchil, qui « refuse obstinément de rendre les devises qui [lui] restent, à une époque où le pays en a besoin, alors qu'elles [lui] sont totalement inutiles ». Sa maîtresse, Ida Herculanovna Wors – la répétition de ces noms, prénoms ou patronymes à consonance étrangère n'est pas un hasard –, apparaît à son tour sur scène portant sur un plateau d'or une liasse de 18 000 dollars et un collier de diamants d'une valeur de 40 000 roubles-or, que ce mari volage avait dissimulés dans l'appartement de sa maîtresse à Kharkov. Les spectateurs sont invités sur un ton de plus en plus menaçant à rendre des devises qui n'ont rien à faire chez eux pendant qu'une armée de cuistots leur apporte une vaste bassine de soupe et un plateau chargé de pain noir<sup>79</sup>. Quand le roman parut enfin en Union soviétique en 1966, bien après la mort de Staline, ces deux passages furent censurés, peut-être pour ce qu'ils disaient d'une humanité soviétique au-delà des aléas du stalinisme, humanité rendue grotesque à la fois par la peur inspirée par des maîtres obsédés par l'idée de faire surgir un trésor caché, dissimulé dans des appartements de province, et par son propre et indéfectible attrait pour tout ce qui venait de l'étranger, au caractère diaboliquement désirable. Les Soviétiques des années 1930 dépeints par M. Boulgakov ne sont pas ignorants de la culture occidentale, bien au contraire, mais éternellement animés de désirs matériels que le régime, finissant toujours par les désigner comme des péchés, transforment inmanquablement en tourments.

L'examen d'inventaires de biens que les Soviétiques des territoires occupés, qu'ils fussent restés sur place ou partis en évacuation<sup>80</sup>, furent invités à fournir à

78- « Exactement une minute plus tard un coup de pistolet claqua : les glaces disparurent, les vitrines et les tabourets s'évanouirent, le tapis se dissipa dans l'air, ainsi que le rideau. Le dernier à disparaître fut l'énorme tas de vieilles robes et de vieux souliers, et la scène redevint austère, vide et nue », Mikhaïl BOULGAKOV, *Le maître et Marguerite*, trad. par C. Ligny, Paris, R. Laffont, [1968] 2012, p. 242.

79- *Ibid.*, p. 291-305.

80- Beaucoup des inventaires que nous analysons ici ont été rédigés par des personnes évacuées au début de la guerre vers l'Oural ou l'Asie centrale. Le rapport particulier que ces personnes pouvaient entretenir avec leurs biens tient à plusieurs raisons. Ayant

partir de la fin 1943 pour permettre d'évaluer les pertes causées aux particuliers par l'ennemi, confirme qu'à la veille de la guerre, après vingt années de régime soviétique, l'univers matériel de certains d'entre eux portait bien la marque de ces goûts philistins décrits par M. Boulgakov et qu'ils n'avaient pas attendu la manne de l'étranger née de la guerre pour s'inscrire dans un espace culturel occidental. Le plus surprenant sans doute tient au fait qu'ils en aient offert une description détaillée. Par un apparent paradoxe, la destruction et le vol par l'ennemi des biens de millions de foyers soviétiques accentua la réhabilitation de l'aisance matérielle et, partant, de la propriété des individus, amorcée au cours des années 1930 par Staline. Le gouvernement soviétique, dans le cadre d'une enquête de grande ampleur sur les crimes commis par l'occupant nazi, ainsi que sur les pertes matérielles dont il était responsable, invita les habitants des régions occupées à déclarer l'ensemble de leurs possessions en bien propre qui avaient été volées ou détruites<sup>81</sup>. Le discours normatif sur les objets qui prévalait avant-guerre se trouva suffisamment affaibli dans ce nouveau contexte pour que certains sinistrés révèlent, face à l'extrême pauvreté de l'immense majorité de leurs concitoyens, la possession de biens (mobilier, garde-robe, instruments de musique...) dont l'exposition dévoilait des goûts peu conformes à l'éthique officielle, aussi fluctuante eût-elle été au cours de l'entre-deux-guerres.

Pour l'essentiel, ces listes de biens frappent, sans grande surprise, par leur sobriété. Il faut ici distinguer d'emblée les inventaires ruraux des inventaires citadins. Dans le premier cas, bien souvent, l'essentiel, en valeur, tient aux bâtiments détenus en propriété personnelle, soit la maison, parfois des annexes comme une grange ou un hangar, du bétail, en premier lieu la possession d'une vache en bien propre, ainsi que des réserves alimentaires. En revanche, rien, ou presque rien, en matière de meubles, de vaisselle ou de vêtements, les déclarations mentionnant plutôt un coffre et du tissu au mètre. Cette absence de déclaration concernant des biens de consommation courante peut s'expliquer de diverses manières, mais il faut sans doute, dans la plupart des cas, la lire comme telle : l'extrême pauvreté matérielle des ruraux soviétiques est à la fois suggérée par plusieurs témoignages, sans avoir vraiment fait l'objet d'une étude systématique, et renvoie à des comportements en contexte de guerre dont la signification exacte est au cœur d'importantes

laissé derrière elles l'essentiel de leurs biens, elles ne pouvaient qu'imaginer le pire, à savoir leur disparition dans leur intégralité, et pas seulement du fait de l'ennemi. La question de l'inventaire et de la conservation des biens propres laissés par les évacués avait donné lieu dès le début de la guerre à une série de décrets pour les protéger de tout accaparement par des voisins indéliçables, GARF, f. 5446, op. 43a, d. 6328. Dans la réalité, la situation était bien plus confuse. Les évacués appartenaient pour beaucoup à l'élite soviétique, et parmi elle les personnes d'origine juive pouvaient doublement s'inquiéter du sort de leur patrimoine. Sur le profil social des évacués et leur expérience de la guerre, voir Rebecca MANLEY, *To the Tashkent Station: Evacuation and Survival in the Soviet Union at War*, Ithaca, Cornell University Press, 2009.

81 - Nathalie MOINE, « La commission d'enquête soviétique sur les crimes de guerre nazis : entre reconquête du territoire, écriture du récit de la guerre et usages justiciers », *Le Mouvement social*, 222-1, 2008, p. 81-109.

discussions historiographiques. Le caractère extrêmement basique des intérieurs ruraux est, par exemple, rapporté par la dissidente L. Bogoraz qui se souvient comment, jeune moscovite pourtant très pauvre, partie enseigner dans la région de Kalouga au début des années 1950, elle pardonne régulièrement à sa jeune nounou le vol de cuillères et de tasses puisque, pour cette dernière comme pour les autres villageois, une cuillère en aluminium ou un verre constituaient un luxe parfaitement étranger<sup>82</sup>. Ce témoignage porte sur le stalinisme d'après-guerre, il pourrait *a fortiori* s'appliquer aux décennies antérieures. À la fin des années 1920, évoquant de manière humoristique la manie soviétique de recenser le moindre objet de consommation, mais soulignant que le nombre de chaises manquait tout de même à ce savoir statistique, les satiristes Ilia Ilf et Ievgueni Petrov reconstituent grossièrement ce chiffre en le rapportant à la population globale de l'Union soviétique tout en en soustrayant sa majorité, la paysannerie, exprimant par là une vérité sans doute bien connue de l'époque, le gouffre matériel et culturel qui séparait cette dernière de la civilisation citadine<sup>83</sup>. Évoquée ici de façon comique, la coexistence de ces mondes aura, une dizaine d'années plus tard, un effet dramatique, la misère des ruraux s'illustrant dans la soif d'objets des années de guerre. En particulier, la participation plus ou moins active de la population locale au massacre des juifs sous l'occupation renverrait au désir de faire main basse sur les biens de ces derniers, des vêtements au mobilier.

Des citadins participèrent également au partage des maigres biens des juifs, au point de devenir un trope littéraire que l'on rencontre dans la lettre rédigée par la mère de Victor Strum, personnage central de *Vie et destin*, à son fils, lorsqu'elle lui raconte, peu avant d'être assassinée, le comportement de ses voisins de Berditchev qui, aux premiers jours de l'occupation, la chassent de la chambre qu'elle occupe, s'emparent de son divan tout en lui prédisant une fin proche<sup>84</sup>. De fait, alors que la mère de Strum, médecin, possède cet élément de relatif confort, beaucoup de citadins ne déclarent qu'une table et quelques chaises, un ou plusieurs lits, éventuellement une armoire. Anna Fedorovna Tchoudova, une évacuée employée dans une fabrique de sucreries à Kouïbychev (actuelle ville de Samara), et qui travaillait avant-guerre comme plongeuse à l'hôpital de Moguilev pour le modeste salaire de 100 roubles mensuels<sup>85</sup>, déclare ainsi la perte d'une armoire, d'un « lit anglais », de cinq chaises et d'une table. Sa garde-robe se composait d'un manteau, de trois robes, d'une paire d'escarpins et de petit linge qu'elle ne se donne pas la peine de détailler. Parmi ces biens, le manteau est de loin le plus précieux, puisqu'il est évalué à 15 000 roubles, quand l'armoire n'en vaut

82 - C. VAISSIÉ, *Russie : une femme en dissidence...*, *op. cit.*, p. 61-62.

83 - « Si l'on néglige quatre-vingt-dix millions de paysans qui préfèrent aux chaises les bancs de bois ou de terre et les poutres de soutènement des toits et – à l'est – les tapis et carpettes usés, il n'en reste pas moins de cinquante-trois millions d'hommes qui considèrent les chaises comme des objets de première nécessité », Ilia ILF et Ievgeni PETROV, *Les douze chaises*, trad. par A. Préchac, Paris, Parangon, [1929] 2002, p. 148.

84 - Vassili GROSSMAN, *Vie et destin*, in *Œuvres*, Paris, R. Laffont, 2006, p. 58-59.

85 - Le salaire moyen d'un ouvrier dans les années 1930 est de 300 roubles.

pas plus de 1 000. La possession d'un vélo, estimé au même prix que le manteau, représente donc un luxe qu'a pu s'offrir cette célibataire<sup>86</sup>.

Pourtant, au fur et à mesure que s'élève la valeur des patrimoines perdus, la description se fait plus précise pour désigner les matières des objets, de même que s'élargit considérablement la gamme de meubles, d'objets domestiques, de vêtements, de linge, mais aussi de biens liés à une pratique culturelle. On pourrait alors y voir le reflet de cette *kul'turnost'* devenue, au cours des années 1930, un mot d'ordre du discours stalinien en matière de style de vie. Ce terme, intraduisible en français, désigne ce qui relève de la *Kultur* allemande, c'est-à-dire un ensemble de savoirs, mais aussi de savoir-vivre, dont l'acquisition est nécessaire pour sortir de l'état d'arriération le plus généralement associé au monde paysan. La *kul'turnost'* se traduisait en matière vestimentaire par la réhabilitation de manières bourgeoises, de même qu'elle prônait des intérieurs proches des goûts de la *middle class* européenne du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>87</sup>. Dans ses représentations visuelles à l'intention du grand public comme pour les très sérieux statisticiens qui enquêtaient sur les budgets des ménages soviétiques, l'accession à un mode de vie conforme à la *kul'turnost'* se mesurait à la présence d'objets qui dénotaient à la fois l'esprit moderne et l'appétence culturelle de leurs propriétaires : un vélo, un appareil photo, un poste radio ou encore un gramophone.

D'autres objets, plus classiques, furent également réintroduits de manière positive dans l'horizon matériel des Soviétiques, comme le piano, bien que dans le cas des objets de facture ancienne se posa la question de leur provenance, en raison du caractère problématique de l'héritage, dans une société stalinienne où l'origine bourgeoise restait une tare et la promotion sociale extrêmement rapide à la fois une réalité massive parmi les nouvelles élites et une valeur essentielle du régime. Si, pour revenir aux inventaires, l'on s'en tient à ces marqueurs désignés du niveau de *kul'turnost'*, on rentre alors, paradoxalement, dans des univers sociaux qui sont absents de la description officielle de la société soviétique. Bien loin des stakhanovistes de l'usine, destinataires en principe de ce type de production, on devine des milieux professionnels caractérisés par une forte spécialisation, mais aussi, de manière encore plus hypothétique du fait de nos sources, des héritages familiaux, tant en matière de pratiques que de transmission matérielle<sup>88</sup>.

À défaut de pouvoir reconstituer les caractéristiques sociales précises de leurs propriétaires, les inventaires permettent autre chose : la mise en contexte de ces

86 - GARF, f. 7021, op. 28, d. 68, acte 133. Bien évidemment, l'évaluation au prix du marché au moment de l'établissement de l'acte par les commissions fausse considérablement la perspective : le manteau a probablement été acheté à un prix beaucoup plus bas, en fonction du moment et surtout du mode d'acquisition. Voir Nathalie MOINE, « Évaluer les pertes matérielles des civils pendant la Seconde Guerre mondiale en URSS : vers la légitimation de la propriété privée ? », *Histoire et Mesure* (à paraître).

87 - Parmi une abondante littérature sur ce point, voir Catriona KELLY et Vadim VOLKOV, « Directed Desires: *Kul'turnost'* and Consumption », in C. KELLY et D. SHEPHERD (éd.), *Constructing Russian Culture in the Age of Revolution, 1881-1940*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 291-313.

88 - Rappelons que les actes n'indiquent que très rarement la profession des sinistrés.

« objets culturels » avec d'autres éléments de la vie matérielle de ces derniers, esquissant la reconstitution d'univers réels, distincts des représentations de propagande dont les historiens ont dû se contenter jusque-là, même si la question du filtre idéologique ne saurait être évacuée puisqu'il a dû influencer le contenu de la déclaration. Mais, précisément, le cadre normatif opérant sur ces sinistrés n'a rien d'univoque, sans que l'on puisse affirmer s'il s'agit là du reflet de la sincérité des déclarants ou de l'imbrication des modèles normatifs dont la *kul'turnost'* stalinienne ne serait qu'un élément.

Pour commencer, si les propriétaires d'objets culturels sont très certainement des membres des professions intellectuelles, par opposition aux travailleurs manuels, la frontière entre modes de vie citadin et rural paraît parfois incertaine. C'est là le reflet d'un monde provincial autorisant ses habitants, y compris de milieux forts divers, à contourner les rigueurs de l'économie soviétique, grâce à l'entretien d'un peu de bétail, d'un potager ou d'un verger. Un certain Iakov Pavlovitch Kozlov, habitant à Kalinine (actuelle ville de Tver) avant son évacuation pour la région de Kouïbychev, prend soin d'établir le dommage important qu'il a subi en ne pouvant vendre, du fait de l'occupation, le produit de sa cerisaie, de son potager et de ses ruches, sans doute attenants à la maison qu'il possède en propre, peut-être à la périphérie de la ville. Parmi la liste impressionnante de biens perdus, ce « jardinier » possédait un piano de marque « Vol'fram Grosman » et une bibliothèque de 300 volumes, dont une encyclopédie, des classiques et des ouvrages consacrés à la langue russe et aux mathématiques. Le fait que son inventaire soit attesté par un enseignant d'une école secondaire de la même ville laisse à penser que le « jardinier » était avant tout un professeur, attentif à son mobilier (meubles en noyer et acajou, miroir), à sa table (samovar, couverts en argent, service à thé de vingt-quatre pièces, vaisselle de porcelaine...) et à sa garde-robe (manteau en drap au col en astrakan, un autre en laine au col de fourrure, tandis que son épouse déplore la perte, entre autres, de deux robes en crêpe de chine, peut-être cousues à domicile sur leur machine « Zinger »)<sup>89</sup>.

On ne connaît pas en revanche la profession d'Iefim Savelievitch Savine, si ce n'est que le lieu d'où il est évacué est un nouveau bourg industriel de la région de Leningrad, Slantsevyyé roudniki, où lui aussi partageait, avec les autres membres de sa famille, son temps libre entre l'entretien du bétail (une vache, un cochon, deux moutons, deux chèvres, quinze poules, sept essaims d'abeilles) et l'usage de biens caractéristiques de la modernité citadine comme un vélo, deux machines à coudre, un gramophone et quelques disques, tandis que la maison qu'il possède en propre contient une horloge et deux miroirs<sup>90</sup>.

Cependant, la recherche d'objets « culturels » parmi les inventaires de ces citoyens soviétiques, qu'ils renvoient à une culture prérévolutionnaire comme le piano ou d'autres instruments de musique ou à des pratiques davantage pionnières pour l'entre-deux-guerres comme la possession d'un appareil photo, d'un récepteur radio ou d'un gramophone, fait surtout découvrir les intérieurs cossus de ce qu'on

89 - GARF, f. 7021, op. 28, d. 68, acte 121.

90 - GARF, f. 7021, op. 28, d. 31, l. 142.

pourrait appeler les « bourgeois du socialisme ». Ils se distinguent des hauts fonctionnaires du régime, qui vivaient dans un confort dont on sait qu'il était tout entier pourvu par l'État (et par là facilement réversible au gré des purges et des disgrâces) et qu'il correspondait à une éthique austère, d'autant que leurs bénéficiaires se devaient de consacrer toutes leurs forces à la construction du socialisme et n'avaient donc, en principe, guère de loisirs. Eux sont au contraire les représentants de professions dont les rémunérations élevées donnaient accès à un univers matériel qui se distinguait par la diversité de style, l'introduction de matières nobles et, au total, un raffinement que leurs inventaires permettent seulement de deviner. Leurs biens dessinent les contours complexes de l'univers social des *specy*, ces spécialistes hautement qualifiés, tour à tour vilipendés par le régime pour être un « repère de *byzšie* » (ci-devant), de survivants des élites prérévolutionnaires, avant d'être récupérés par le régime grâce à l'inclusion de recrues formées dans les nouvelles institutions soviétiques, mais toujours à la merci d'un revirement idéologique.

L'inventaire détaillé que produit Evdokia Samoïlovna Iantovskaïa, habitant avant-guerre la ville de Dniepropetrovsk, est un bon exemple de cette exposition sans fard de son (ancienne) fortune. La dame avoue avoir perçu à la veille de la guerre un confortable revenu mensuel de 2 000 roubles grâce à son salaire de professeur d'allemand dans un institut de langues étrangères, qu'elle complétait avec quelques heures d'enseignement dans d'autres instituts de la ville. Son mari, alors chef d'atelier dans le combinat Koksokhim, devait également bien gagner sa vie même si elle ne précise pas sa rémunération exacte. Sa mère, enseignante en broderie, contribuait également à la vie du ménage. Ce foyer industriel avait ainsi les moyens, selon ses termes, « de vivre bien et de façon civilisée » (elle utilise donc le terme en vogue de *kul'turno*, même si la longue énumération de ses biens « pillés par les Allemands » s'écarte ensuite en bien des points de la norme stalinienne). La musique semble y jouer un rôle de premier plan : un luxueux piano fabriqué à Dresde ne devait pas seulement assurer une fonction décorative, puisqu'une étagère en bambou, en provenance du Japon, contient des partitions d'opéras (*Carmen*, *Faust*, *Eugène Onéguine*, *Roussalka*), des valse et mazurkas de Frédéric Chopin, des rapsodies de Franz Liszt, des sonates de Ludwig van Beethoven, ainsi que des albums de chansons de compositeurs contemporains, de romances tsiganes et autres répertoires. Le gramophone, de facture anglaise, n'est encore accompagné que de huit disques, mais certains viennent de l'étranger. La famille lit : sa bibliothèque aurait comporté les œuvres complètes d'Alexandre Pouchkine<sup>92</sup>, Mikhaïl Lermontov, Nikolaï Gogol, Nikolaï Nekrassov, Fédor Dostoïevski, Alexandre Kouprine, Léon Tolstoï, Heinrich Heine, Johann Goethe, Friedrich von Schiller, Guy de Maupassant<sup>93</sup>, ainsi que des manuels et de la littérature technique. Pas

92 - Sur le culte officiel dédié à Pouchkine, notamment lors de son jubilé de 1937, voir Kevin M. F. PLATT et David BRANDENBERGER (éd.), *Epic Revisionism: Russian History and Literature as Stalinist Propaganda*, Madison, University of Wisconsin Press, 2005.

93 - On retrouve cet auteur parmi le viatique qu'emporte avec elle la mère de Strum lors de son entrée dans le ghetto de Berditchev. Il est constitué pour l'essentiel des livres qui lui sont les plus chers, aux côtés de photographies, de lettres et du strict

de tableaux de maître mais la reproduction d'un célèbre tableau d'Ivan Chichkine, confirmant des goûts peu aventureux<sup>94</sup>. Les pièces du mobilier, aussi nombreuses que volumineuses, laissent à penser que le logement est relativement vaste : une armoire à vêtements en noyer, avec miroirs et ciselures, une autre en chêne, deux bibliothèques, un luxueux divan en chêne recouvert de cuir, et le dossier d'un miroir, un autre divan en tissu peluché. La table du salon est en acajou ciselé, la table en chêne de la salle à manger est accompagnée de douze chaises recouvertes de simili cuir, douze autres mêlent le chêne et l'ébène.

En mentionnant cet ensemble de douze chaises, Evdokia Samoïlovna, bien involontairement, semble faire un clin d'œil au célèbre roman satirique d'I. Ilf et I. Petrov paru en 1929<sup>95</sup> et, par là, faire référence au mobilier de Gambs (*Gambsova mebel'*). De fait, production d'une firme célèbre de la Russie du XIX<sup>e</sup> siècle qui travailla pour la Couronne comme pour les familles fortunées, ce mobilier en vint, de façon générique, et malgré la diversité de ses lignes, à désigner tout mobilier proche du style Biedermeier (le fondateur de la firme était d'ailleurs d'origine allemande) et, de même que ce dernier, à incarner une élite éprise de confort bourgeois et de robustesse davantage que d'audace stylistique. La douzaine de chaises, qui forme ici un ensemble, alors que, dans le roman, elles ont été dispersées après la révolution, permet donc de préciser l'impression, vague, d'avoir affaire à l'intérieur de représentants de la haute société d'un autre siècle, tout en le réinscrivant dans un contexte russe<sup>96</sup>. Un service de table et un service à thé de porcelaine

nécessaire pour dormir, se nourrir et continuer à exercer sa profession de médecin. Sa description sert à rattacher Anna Semenovna à une intelligentsia de culture russe qui a une connaissance intime des auteurs de langue russe du XIX<sup>e</sup> siècle, mais fréquente aussi une certaine littérature française (elle donnera encore quelques leçons de français dans le ghetto), alors que la plèbe ukrainienne lui rappelle « ce qu'[elle] avai[t] eu le temps d'oublier pendant des années de pouvoir soviétique : [elle] étai[t] une juive ». V. GROSSMAN, *Vie et destin...*, *op. cit.*, p. 59. On peut imaginer que le même type d'auto-représentation fonctionne dans ces listes un peu sèches d'ouvrages. Cependant, à l'inverse d'Anna Semenovna, représentante d'une intelligentsia qui méprise les possessions matérielles, les sinistrés inscrivent ces références culturelles dans un type de confort matériel qui leur était sans doute tout aussi signifiant, au delà des enjeux de possibles compensations financières.

94 - Il s'agit de « Un matin dans une forêt de pins » du peintre Ivan Ivanovitch Chichkine (1832-1898), exposé à la galerie Tretiakov de Moscou et reproduit d'innombrables fois jusqu'à nos jours, notamment sur les boîtes de chocolat sortant de la célèbre fabrique « Krasnyi Oktiabr ».

95 - I. ILF et I. PETROV, *Les douze chaises*, *op. cit.*

96 - Dans le roman d'I. Ilf et I. Petrov, les douze chaises ont appartenu à un certain Vorobianinov, maréchal de la noblesse reconverti en employé de l'État civil après la révolution. Apprenant que l'une d'entre elles contenait un trésor inestimable, point de départ de l'intrigue du roman, il se remémore le salon disparu de son ancienne demeure provinciale : « Il revoyait distinctement le salon de son hôtel particulier, la disposition symétrique des meubles de noyer aux pieds galbés, le parquet ciré, brillant comme un miroir, le vieux piano à queue marron et, aux murs, les daguerréotypes des plus illustres de ses aïeux, dans leurs petits cadres ovales noirs », I. ILF et I. PETROV, *Les douze chaises*, *op. cit.*, p. 26. Souvenirs éculés pour les deux satiristes, cette nostalgie ne devait pourtant pas paraître si ridicule aux yeux de certains de leurs lecteurs.

pour vingt-quatre personnes – là encore, ce détail anodin a en réalité son importance<sup>97</sup> – permettent d'envisager de nombreux convives, mangeant dans des assiettes en cristal avec des couverts en argent. Pas moins de sept tapis, dont l'un est français mais les plus luxueux sont décrits comme ukrainien et grec, couvrent les murs ou les sols. Une horloge française constitue encore un autre élément de ce mobilier qui, de toute évidence, n'est pas entièrement de facture soviétique et provient sans doute en partie de l'époque prérévolutionnaire, au point de révéler une sociabilité peu orthodoxe, ainsi d'une petite table à jouer en noyer ciselé, recouverte d'un tissu vert<sup>98</sup>.

Les inventaires au mobilier abondant suggèrent des logements dont la taille, elle non plus, n'a rien à voir avec les conditions de vie particulièrement précaires de la plupart des Soviétiques, y compris bien rémunérés. Cependant, il est quasiment impossible de connaître leur organisation spatiale exacte. La déclaration de Samouïl Moïseïevitch Ekmektchi fait exception. Avocat, consultant en questions juridiques, il occupe avant-guerre, avec sa femme, directrice du bureau des affaires sociales et juridiques du service de protection maternelle et infantile, et leurs deux enfants, un appartement dans la ville de Mykolaïv, comprenant un salon qui fait également office de bureau, une chambre à coucher, une chambre d'enfants, une salle de bains et une cuisine. Ce couple de juristes a une conception plus moderne des pratiques culturelles que dans le cas précédent : outre un piano Milbach et

97 - La reconceptualisation ambitieuse des modes de vie des années 1920, restée très théorique mais pour laquelle chaque détail comptait, alla jusqu'à dénoncer, par exemple, la production de services à thé pour un nombre déterminé de convives (six ou douze selon les conventions), qui tendait à conserver un mode de sociabilité tourné vers l'espace domestique privé, plutôt que de promouvoir la fréquentation exclusive de l'espace collectif de la cantine. V. S., « Oformlenie byta. Proizvodstvennyye organizacii ne raskačalis' », *Iskusstvo v masy*, 4, 1930, p. 22-23, cité dans Karen KETTERING, « 'Ever More Cosy and Comfortable': Stalinism and the Soviet Domestic Interior, 1928-1938 », *Journal of Design History*, 10-2, 1997, p. 119-135, ici p. 126. Le fait qu'Evdokia Samoïlovna affiche un service à thé, à la fois d'une matière de prix mais aussi destiné à un grand nombre de convives, montre combien les prescriptions avaient un effet limité, mais aussi comment le contexte de la guerre a permis une inversion des valeurs en matière de possession matérielle.

98 - GARF, f. 7021, op. 100, d. 71, acte 184. Lorsqu'elle rédige sa déclaration, E. Iantovskaïa vit dans une baraque à Tchirtchik, une ville nouvelle d'Ouzbékistan, à une trentaine de kilomètres de Tachkent, séparée de son mari perdu de vue depuis la première étape de l'évacuation, dans l'Oural. Comme tant d'autres évacués, son niveau de vie a chuté, même si elle déclare toucher 1 200 roubles par mois. Sa lettre est marquée par un virulent patriotisme soviétique « antiboche », mais sa motivation principale tient sans doute à sa volonté farouche de se faire indemniser, jusqu'à insérer dans l'inventaire, entre couverts et casseroles, six dents en or et six couronnes. Il ne faut pas se laisser surprendre, de manière anachronique, par cette dernière indication, donnée qui plus est par une évacuée de nationalité juive. La valeur marchande des dents en or n'est en effet pas une découverte des profanateurs de cadavres. En cas de besoin, une personne pouvait envisager de se les faire arracher et de les revendre, ou de les échanger contre du pain et d'autres produits de première nécessité, voir « *Sveershilos'. Prishli nemtsy!* » *Ideinyi kollaboratsionizm v SSSR v period Velikoi Otechestvennoi voïny*, Moscou, ROSSPÈN, 2012, p. 98 (respectivement 26 novembre et 2 décembre 1941).

une bibliothèque en chêne contenant 500 ouvrages composés d'œuvres littéraires et de traités juridiques, le salon contient pas moins de deux récepteurs radio de facture soviétique (Pioner et SI 235), un gramophone et quatre-vingt disques, le bureau est équipé d'une machine à écrire Undervud et l'appartement est relié au monde par un téléphone. Le couple possède également un appareil photo FED, qui lui permet de photographier ses enfants dans des poses et des décors moins artificiels que ceux des portraits tirés dans les studios de professionnels, qui constituent encore l'unique source, d'ailleurs très prisée, des albums de famille soviétiques. Une paire de jumelles suggère des sorties dans les salles de spectacle de la ville. Pour le reste, on retrouve le même intérieur soigné et pesant : un ensemble composé d'un divan, de deux fauteuils, de six semi-fauteuils recouverts de tapisserie et d'une table ronde assortie en acajou, un lustre en bronze, une lampe en bronze sur son socle de malachite, recouverte d'un abat-jour de soie, un tapis persan. Aux murs, cinq tableaux et une tapisserie. Les portes sont recouvertes de tissu peluché, les rideaux sont en tulle, les vases en cristal. Un petit meuble, fait d'acajou et d'incrustations en bronze et en cristal, est désigné comme « pièce de musée », attestant sans doute de sa provenance d'un magasin d'antiquités. La salle à manger doit être également de bonne taille puisqu'elle contient, outre une table et les fameuses douze chaises en chêne recouvertes de cuir, un buffet en chêne avec des incrustations en cristal, un divan au dossier recouvert de cuir, une horloge ancienne à sonnerie musicale. Au plafond, à nouveau un lustre en bronze, aux murs sept assiettes en porcelaine manufacturées. Le samovar est orné de cristal, le service à thé est en porcelaine, les rideaux toujours en tulle. L'ameublement de la chambre à coucher est à mille lieux des pratiques de la plupart des Soviétiques, qui n'ont tout simplement pas de pièce spécifique à cet usage, transformant dans le meilleur des cas un divan en couchage. Ici, le lit est entouré d'une toilette, d'une armoire à glace en bouleau de Carélie, d'un divan, de deux fauteuils et de quatre poufs assortis en velours. Un autre divan est recouvert d'un tapis de Turkménie. Au plafond, le troisième lustre de l'appartement, aux murs, deux nouveaux tableaux. La chambre des enfants est évidemment une autre rareté, même si rien n'indique que son mobilier soit spécifiquement destiné à ses occupants<sup>99</sup>. Le fait de disposer d'une salle

99 - L'indication de mobilier d'enfant est extrêmement rare dans les inventaires. Un évacué de Kharkov, Iakov Moïseievitch Gourevitch, mentionne un divan pour enfant, une petite table et trois chaises pour ses deux filles. Il appartient à un milieu aisé tourné vers la modernité en divers domaines : un piano de prix côtoie une collection de 200 disques et des objets domestiques électriques (four, plaques de cuisine, fer à repasser...), GARF, f. 7021, op. 100, d. 53, acte 171. Les jouets sont également à peu près absents des inventaires. Dmitri Nikolaevitch Golovastikov, ingénieur dans une usine de construction de machines à Voronej, présente un profil un peu semblable : 250 disques, un appareil radio, des lectures fort sérieuses (technique, politique, un peu de littérature), mais aussi deux poupées de porcelaine aux yeux qui se ferment, deux « Ded moroz » et même une guirlande électrique pour sapin de Noël, ce qui n'a rien d'anodin puisque ces derniers ne sont de nouveau autorisés qu'à partir de 1936, GARF, f. 7021, op. 100, d. 71, acte 194. On rencontre un peu plus souvent des vélos pour enfants. Sur la rareté des jouets dans l'URSS stalinienne, voir Kelly CATRIONA, *Children's World: Growing Up in Russia, 1890-1991*, New Haven, Yale University Press, 2007.

de bains équipée d'une douche et d'une baignoire émaillée achève l'impression de luxe, qui se reflète bien évidemment dans l'habillement. Les vêtements de la famille doivent être d'autant plus élégants qu'ils sont confectionnés sur mesure, comme le rappelle la présence de plusieurs mètres de cheviotte, drap boston, et bien sûr de soie, outre une superbe pelisse, un kimono et un pyjama pour homme en soie <sup>100</sup>.

L'intérieur des Ekmektchi, ainsi exposé dans ses détails les plus intimes, fait donc songer à un décor de vaudeville bourgeois occidental plus qu'à un intérieur soviétique, y compris d'élite. Le fait que Samouïl Moïseievitch ait cru bon, comme d'autres, d'en révéler l'existence aux autorités du pays peut surprendre, car on peut imaginer qu'une certaine discrétion était de règle dans les années 1930 pour ces milieux. Le fonctionnement soviétique, avec ses réseaux commerciaux stratifiés, permettait un tel style de vie, et c'est un premier enseignement de ces inventaires, mais il n'était pas question pour autant d'en faire l'apologie, puisque tout y avait été obtenu contre de fortes sommes, des relations permettant de profiter d'aubaines, ou encore l'héritage transmis par la bourgeoisie pré-révolutionnaire. Ce nouveau sentiment d'impunité s'explique par le fait que la guerre a rendu légitime l'exposition de ses richesses puisqu'elles ont été pillées par l'ennemi et qu'elles ne font donc qu'alourdir la culpabilité, et l'ardoise, de ce dernier. Dans les exemples qui précèdent, cette légitimation semble suffisante et aucun effort particulier n'est fait pour signaler, dans la description de ses biens perdus, une quelconque adhésion au régime.

D'autres, en revanche, ont à cœur de donner des preuves de leur allégeance, qu'elles soient réelles ou imaginaires. Petr Stepanovitch Davidenko, évacué de Soumi et qui travaille dans une usine de Tchirtchik, semble avoir eu avant-guerre un train de vie bien supérieur à celui d'un ouvrier : superbes paires de bottes, manteau en cuir, coûteux costume en cheviotte, cache-nez de soie, montre à gousset Omega. Il affiche un profil sportif, grâce notamment à la possession d'un vélo Oukraïna et un goût pour la technique moderne, déclarant avoir possédé à la fois un *gramofon* et un *patefon* avec les disques afférents. Ceci ne l'empêche pas de se livrer à des lectures austères, puisqu'il déclare la possession d'une centaine de livres, dont pas moins d'un quart aurait été des œuvres de Lénine <sup>101</sup>. Les lectures de Salomon Mikhaïlovitch Mochkovitch, évacué originaire de Rostov-sur-le-Don, n'auraient pas été moins édifiantes puisque s'y mêlent les classiques russes du XIX<sup>e</sup> siècle et les ouvrages des deux maîtres à penser du pays depuis la révolution : il déclare ainsi la perte de deux volumes de Lermontov, douze tomes de Pouchkine, ainsi que les œuvres complètes de Lénine et Staline (ces trois derniers lots étant évalués au même prix). Plus sobre que dans l'exemple précédent, l'intérieur de cet homme, employé par Rostselmach, fleuron de l'industrie soviétique évacué à Tachkent, est celui d'un col blanc où le portrait encadré de Lénine aurait côtoyé celui de Staline. Un ingénieur de Voronej, qui n'omet pas, pourtant, de mentionner les robes et combinaisons en soie de son épouse, quelques bijoux en or, une montre à gousset en argent, des vases en cristal, un grand service à thé, affiche également

100 - GARF, f. 7021, op. 100, d. 53, acte 158.

101 - GARF, f. 7021, op. 100, d. 71, acte 166.

une grande attention au discours idéologique : sans compter les diverses revues dont il fait collection, sur les 368 livres de sa bibliothèque, les ouvrages politiques auraient tenu la plus grande place (143), suivis de près par des ouvrages relevant de sa profession, la littérature (il mentionne Maxime Gorki et Tolstoï) venant loin derrière, ainsi que quelques précis médicaux<sup>102</sup>. Il suit en cela les préceptes staliniens qui autorisent le milieu des ingénieurs et techniciens à se distinguer de leurs ouvriers par un style de vie hérité de la bourgeoisie, mais leur enjoignent de consacrer l'essentiel de leur temps libre à des lectures qui en font des bons guides, aussi bien sur le plan technique qu'idéologique, pour les travailleurs qu'ils ont sous leurs ordres.

De façon générale, les inventaires ne sont guère prolixes sur les goûts littéraires, artistiques, musicaux de leurs anciens propriétaires. Seules percent de temps à autre des références à une peinture russe du XIX<sup>e</sup> siècle par ailleurs parfaitement assimilée par la culture officielle, et il en est de même en littérature. Maria Markovna Guerman, évacuée de Moscou à Syzran dès l'été 1941, appartient donc sans doute à une des administrations gouvernementales préventivement envoyées à Kouïbychev et sa région. Elle affirme avoir laissé derrière elle trois reproductions des peintres Ivan Aïvazovski et Arkhip Kouindji, ainsi que les œuvres complètes de Pouchkine et de Tolstoï<sup>103</sup>. À l'inverse, on ne sait ce que signifie l'absence, la plupart du temps, de précisions sur les auteurs des tableaux déplorés. Ce « détail » est-il vraiment jugé sans importance ? S'agit-il d'une production obscure ? Ou bien, au contraire, les plaignants craignent-ils de dévoiler des goûts incertains ? Mineurent-ils, pour le coup, la valeur de ces tableaux<sup>104</sup> ? Car, malgré le luxe affiché, le sentiment de contrainte a cependant bien dû être intériorisé, comme le montre l'absence de toute référence à des objets religieux dans les inventaires, que ce soit une icône ou tout autre objet rituel<sup>105</sup>.

102 - GARF, f. 7021, op. 100, d. 71, acte 194.

103 - GARF, f. 7021, op. 28, d. 31, l. 20. Ivan Konstantinovitch Aïvazovski (1817-1900), grand amateur de marines, peintre romantique russe tout aussi populaire avant la révolution que dans les années 1930 ; il est par exemple cité parmi les peintres dont les œuvres reproduites embellissent au mieux un intérieur soviétique, pour peu que l'amateur fasse l'acquisition d'une reproduction de qualité telle qu'en édite à l'époque IZOGIZ, dans un article de la fin des années 1930 caractéristique des leçons de bon goût extrêmement rigides prescrites dans la revue et destinées aux femmes de la classe moyenne soviétique, K. KRAVČENKO, « O kartinah i reprodukcijah », *Obščestvenica*, 15, 1937, p. 17-19 ; Arkhip Ivanovitch Kouindji, paysagiste russe, 1842-1910.

104 - De son côté, l'État soviétique ne semble pas avoir jamais envisagé d'inclure dans la liste des œuvres d'art prises par l'ennemi, et susceptibles d'être restituées ou compensées, autre chose que les œuvres en provenance des musées et autres institutions publiques. Voir Konstantin AKINSHA, « Stalin's Decrees and Soviet Trophy Brigades: Compensation, Restitution in Kind, or 'Trophies' of War? », *International Journal of Cultural Property*, 17-2, 2010, p. 195-216.

105 - Sans doute est-il encore trop tôt pour que ces Soviétiques ordinaires aient pris la mesure du tournant opéré par le Kremlin en matière religieuse, Tatiana A. CHUMACHENKO, *Church and State in Soviet Russia: Russian Orthodoxy from World War II to the Krushchev Years*, éd. et trad. par E. E. Roslof, Armonk, M. E. Sharp, 2002.

Une autre question qu'apporte l'examen de ces inventaires sous l'angle des « objets culturels » est celle de la place, parmi eux, des objets de facture étrangère, dont on a déjà vu plusieurs exemples, aussi bien en ce qui concerne les pianos que des objets plus contemporains. L'inventaire établi par Zinovi Efimovitch et Tatiana Lvovna Feiman, un couple originaire d'Odessa, qui se retrouve évacués à Tachkent, illustre l'intrusion de ces objets techniques étrangers de facture récente dans un ancien foyer soviétique : un vélo de course de marque Steer estimé à un prix incomparablement plus élevé que les autres exemples rencontrés, une machine à écrire Undervud, une autre de chez Remingt, un électrophone dont la marque n'est pas indiquée mais dont la dénomination suggère un appareil distinct de la production soviétique, accompagné d'une cinquantaine de disques, du matériel professionnel étranger : peut-être l'arithmomètre (calculateur mécanique), une armoire pleine d'instruments de mesure. L'appareil radio T/b/I et son équipement sont en revanche soviétiques. Pour autant, l'univers culturel est celui propre à la bourgeoisie cultivée russe depuis le début du siècle : la bibliothèque de 300 volumes comprend la célèbre encyclopédie Brockhaus et Efron, traduite de l'allemand et parue dans l'empire entre 1890 et 1906, ainsi que d'autres éditées par l'Académie des sciences soviétique et des classiques russes. On ne sait pas de qui sont les cinq tableaux et aquarelles, ni les partitions qui accompagnent un violon « de grande qualité ». Le couple dispose d'une datcha dont le mobilier est également déclaré dans l'inventaire. D'autres éléments confirment le souci de distinction du foyer : un costume de prix est dit « anglais », une bibliothèque vitrée « américaine », sans que l'on sache si ces adjectifs désignent un style plutôt qu'une provenance. Une armoire en bois du Japon, une petite table ancienne signalée comme une véritable pièce de musée, une armoire à pharmacie en bois d'ébène ciselée et incrustée d'ivoire, ou encore une armoire à glace en chêne fabriquée sur commande sont autant d'indices de la préoccupation du couple d'éviter un univers soviétique standardisé <sup>106</sup>.

Ces inventaires produits dans la guerre dévoilent ainsi un monde perdu où se mêlent le passé prérévolutionnaire et l'assimilation de pratiques modernes, y compris à l'aide d'objets étrangers, un goût affiché pour le XIX<sup>e</sup> siècle, de préférence russe, parfois assorti de références non pas révolutionnaires mais tutélaires, dont une partie seulement venait d'être réinscrite au patrimoine officiel, des goûts qui ne se laissent donc réduire ni aux prescriptions officielles ni à l'appartenance sociale. Ils soulèvent également une multitude de questions que notre source laisse malheureusement sans réponse. D'où provenaient ces objets, comment, par quels moyens, à quelle époque, ces propriétaires sinistrés en avaient-ils fait l'acquisition ? Et comment avaient-ils pu considérer que la liste de ces possessions ne leur causerait pas plus d'ennui que de bénéfices ? En rédigeant soigneusement leurs inventaires, ils n'avaient pas pu ne pas songer aux listes des biens saisis chez les ci-devant aux lendemains de la révolution et si admirablement mis en scène par I. Ilf et I. Petrov dans *Les douze chaises*, qui avait d'emblée connu une extraordinaire popularité à la

106 - GARF, f. 7021, op. 100, d. 53, acte 243.

fin des années 1920<sup>107</sup>. Les inventaires de la Commission d'enquête soviétique font sans conteste écho aux fichiers imaginés par les deux satiristes, eux-mêmes reflet de registres bien réels<sup>108</sup>, consignait à la fois les biens saisis et les institutions à qui ils furent alors attribués, parfois aussi les rares particuliers qui en reçurent des bribes, la révolution ne permettant pas officiellement la reconstitution pure et simple du patrimoine des anciennes élites chez ses nouveaux protégés, aussi méritants fussent-ils.

À lire les inventaires de la Commission, on ne sait si leurs propriétaires firent partie avant-guerre de la catégorie des ci-devant qui auraient échappé à la justice redistributive des premiers temps du bolchevisme ou de ses heureux bénéficiaires, ou, peut-être, des deux à la fois. Le circuit de ces biens saisis pouvait en effet être très complexe, passant de mains en mains au gré des attributions décrétées, des échanges informels, des ventes humiliantes sur un marché aux puces<sup>109</sup> ou par l'intermédiaire d'un « revendeur » défiant la loi<sup>110</sup>, d'une salle des ventes comme celle du Passage Petrovka, ancien haut lieu de l'élégance moscovite. C'est dans cette dernière qu'I. Ilf et I. Petrov situent la mise aux enchères du fameux lot de chaises par une instance bureaucratique, la Direction des affaires scientifiques, qui souhaite ainsi débarrasser les caves du musée du Mobilier de Moscou auquel elles avaient été attribuées après la révolution. Vendues séparément, elles font l'aubaine d'acheteurs aussi divers qu'une femme d'ingénieur vulgaire désireuse de rehausser son intérieur ou qu'un satiriste sans le sou<sup>111</sup>, mais aussi d'une compagnie de théâtre,

107 - « Quel mobilier voulez-vous ? Celui du commerçant Anguélov, marchand de première guilde ? s'i-i-il vous plaît. [...] », *Saisi chez Anguélov, le 18 décembre 1918 : un piano à queue Becker n° 97012, avec son tabouret capitonné ; bureaux, deux ; garde-ropes, quatre, dont deux en acajou ; chiffonnier, un... etc.* [...] « Nous avons aussi une lettre V [...] Tout de suite, Vm, Vn, Voritski, n° 48238. Vorobianinov Hippolyte Matveievitch, votre Papa, dieu ait son âme, était un homme au grand cœur... » *Piano à queue Becker n° 54809 ; vases chinois de la manufacture française de Sèvres, quatre ; tapisserie d'Aubusson, huit, de dimensions variées ; tapisseries des Gobelins, deux ; Bergère et Berger ; tapis turkmènes, deux, et de Khorossan, un ; ours empaillé avec son plat, un ; chambre à coucher complète, douze pièces ; salle à manger, seize pièces ; salon, quatorze pièces en noyer, signées Gambs, I. ILF et I. PETROV, *Les douze chaises*, op. cit., p. 106-107.*

108 - Sur les pratiques de saisie de mobilier au lendemain de la révolution, voir l'admirable reconstitution menée par Larissa ZAKHAROVA pour un immeuble cosu de Petrograd, « Le 26-28 Kamennostrovski. Les tribulations d'un immeuble en révolution », in L. de MEAUX (dir.), *Saint-Petersbourg. Histoire, promenades, anthologie et dictionnaire*, Paris, R. Laffont, 2003, p. 473-505.

109 - Aux récits et témoignages s'ajoutent des clichés célèbres sur lesquels figurent les représentants des anciennes élites, se tenant debout sur un trottoir dans l'attente du chaland, contraints de se défaire de leurs derniers biens pendant la guerre civile pour se procurer le minimum vital.

110 - Le directeur de l'asile de vieillards pour lequel avait été attribuée une des douze chaises la revend ainsi à un des personnages du roman qui se fait passer pour un *perekoupchtchik*, c'est-à-dire, aux yeux de la législation soviétique, un spéculateur servant d'intermédiaire en achetant illégalement un bien, qu'il fût ou non propriété d'État, pour le revendre à un client et empocher la différence, I. ILF et I. PETROV, *Les douze chaises*, op. cit., p. 84.

111 - Le roman nous fait connaître le destin d'un autre lot de chaises de Gambs, recherchées par erreur par un pope cupide : saisies chez une femme de général de Stargorod,

conservant en ce cas le vague statut de propriété publique décrété à la révolution<sup>112</sup>, et surtout celui d'un syndicat des cheminots qui, acquérant sans le savoir la chaise capitonnée de diamants, convertira la richesse de l'ancienne noblesse en un club muni des équipements culturels dernier cri destiné au peuple, donnant ainsi la morale de l'histoire, que nul citoyen éduqué soviétique des années 1930 ne devait ignorer<sup>113</sup>. Les injonctions staliniennes en matière de goût avaient un peu modifié la donne et il convient de lire ces inventaires, d'un luxe sans doute exagéré suivant la logique attendue d'une demande de compensations, comme le reflet d'une tolérance nouvelle à l'égard de fortunes réelles, née de la relégitimation du confort matériel hérité de la période prérévolutionnaire ou inspirée des sociétés bourgeoises au cours des années 1930, et comme la représentation à la fois précise et variée des formes de richesse désormais admissibles chez un bon Soviétique.

Cependant, la morale stalinienne n'avait pas à ce point changé la donne, et ces inventaires, dans leur écart à la norme, sont également le reflet de stratégies réelles de conservation et d'acquisition, discrètement déployées dans les espaces privés d'avant-guerre et désormais répertoriées du fait des circonstances de la guerre, tout comme l'archiviste du service chargé des biens des ci-devant de Stargorod, quintessence de la province russe imaginée par I. Ilf et I. Petrov, pouvait s'émerveiller de détenir dans ses fichiers « toute la ville », un « véritable miroir de la vie », c'est-à-dire tout un monde non pas disparu mais transsubstantié par la révolution<sup>114</sup>. De même, l'ambivalence des sentiments suscités par les inventaires de la haute société de Stargorod, que ce soit l'émotion aux souvenirs du passé détruit, d'ailleurs feinte par un de ses – faux – rejets, ou la jubilation de l'archiviste soviétique à la pensée d'un ordre social mis à terre, sans compter la convoitise de la plupart des protagonistes, se rejoua sans doute dans les années 1940 d'une autre manière : douleur avouée à déclarer la perte d'objets déclinant les multiples facettes d'une vie d'avant-guerre détruite, fierté d'un patrimoine attestant de sa culture et de ses mérites, mais peut-être aussi, pour certains, dépit tenu secret de

elles ont été attribuées à un particulier, le « camarade Brouns, ingénieur », qui quitte la ville en 1923 pour Kharkov, emportant tout son mobilier « auquel il semblait tenir beaucoup », puis Rostov où il met sa « haute qualification » au service d'une grande cimenterie, avant d'être demandé par les raffineries de Bakou, le mobilier de la générale ornant désormais sa confortable datcha, noyée dans la végétation tropicale d'une colline surplombant Batoumi, faisant de Brouns un avatar des élites coloniales, *ibid.*, p. 110, 183, 246 et 341-345.  
112 - Ce qui n'empêche pas le régisseur du théâtre en question d'en faire commerce en les revendant clandestinement à des particuliers, ici les héros en quête désespérée du lot, *ibid.*, p. 169, 196-200 et 334.

113 - La version russe de l'article de L. ZAKHAROVA, « Le 26-28 Kamennooostrovski... », art. cit., s'intitule également « Les douze chaises », tant le roman, et donc sa morale, sont indissociablement liés dans les consciences soviétiques et post-soviétiques, dès l'époque de sa parution et jusqu'à nos jours, au sort des biens des anciennes élites tsaristes.

114 - « Tout est là ! Tout Stargorod ! Tout le mobilier ! Saisi chez Untel, à telle date, donné à Untel, le tant. Et voici le registre alphabétique, véritable miroir de la vie. [...] Tout est là, toute la ville. Pianos, fauteuils, ottomanes, poufs, canapés, lustres, miroirs... Nous avons même la vaisselle », I. ILF et I. PETROV, *Les douze chaises*, op. cit., p. 106.

s'être fait définitivement confisquer par la guerre ce qu'ils avaient réussi à sauver de la fureur révolutionnaire et des vicissitudes du quotidien soviétique. Enfin, pour ceux d'entre eux d'origine juive, le climat d'antisémitisme qui se développait aussi bien dans les régions d'évacuation que dans leurs localités d'origine put les pousser à faire enregistrer par une autorité soviétique la liste des possessions dont ils pouvaient se douter qu'elle serait particulièrement difficile à faire valoir une fois rentrés dans un hypothétique domicile.

Écrivant quarante ans après la guerre, J. Brodsky cherchait à restituer les impressions nées de ses premières confrontations avec les objets étrangers, mais il se faisait aussi l'écho d'une mémoire privée partagée par de nombreux Soviétiques, construite au fil du temps, pour laquelle s'étaient estompées les circonstances exactes, et distinctes, par lesquelles ces objets étaient entrés dans leur univers, s'ils l'avaient jamais su. L'évocation touchante du petit garçon – d'ailleurs d'origine juive – découvrant l'odeur du *corned beef* dans la ville martyre de Leningrad tout juste sortie du blocus masque les rescapés de la Shoah qui ne purent recevoir toute l'aide collectée par la bienfaisance américaine. La flamme affichée par le poète pour Zarah Leander, star de l'industrie cinématographique nazie, qu'il découvre lors de la projection de films trophées sur les écrans soviétiques des années 1940, ne dit rien du sort des femmes allemandes à l'arrivée des conquérants de l'Armée rouge. Quant aux disques de Shanghai ouvrant à la famille de J. Brodsky des opéras célèbres, du fox-trot ou du tango, on peut se demander dans quelle mesure leur répertoire n'était pas très semblable à celui que les évacués d'Odessa ou d'autres villes soviétiques avaient écouté avant-guerre sur leurs propres gramophones.

De fait, il est frappant de voir combien les listes d'objets, celles des inventaires rédigés par les sinistrés soviétiques comme celles des objets venus de l'étranger, des plus humbles aux plus précieux, se répondent, preuve d'un espace culturel commun, la différence étant évidemment dans l'abondance et la qualité, même si les sources ne le laissent qu'imparfaitement deviner. Tout aussi frappant, le fait que cette plongée dans les objets de la guerre ait mis au premier plan plusieurs figures du judaïsme soviétique : les rescapés misérables de la Shoah, derrière lesquels se profilent plus de deux millions de victimes impitoyablement dépouillées, y compris des biens les plus humbles, par l'occupant et leurs propres voisins avant d'être assassinés, les représentants d'un milieu aisé qui eurent le privilège non dénué d'épreuves d'être évacués, une jeune génération enfin qui ne considère pas sa judaïté comme centrale et recherche frénétiquement les biens étrangers moins comme une vengeance que comme les vecteurs de son épanouissement personnel. Leur prédominance peut s'expliquer de plusieurs manières : un effet de sources (nette surreprésentation parmi la population éduquée recourant à l'écrit, meilleure connaissance des logiques étrangères de compensations) mais peut-être aussi une culture différente. Pour autant, ces figures sont aussi les porte-voix d'expériences traversées par l'ensemble de la société soviétique frappée par la guerre.

L'obsession autour des objets, entraînée par la guerre, et leur intense circulation étaient problématiques pour la direction stalinienne qui, d'un côté, mit en

valeur le patrimoine des particuliers soviétiques, suscita leur souhait de compensations et montra une grande complaisance vis-à-vis de l'appropriation des biens étrangers, et, d'un autre côté, ne se défit jamais tout à fait d'une morale rigoriste dont les conséquences pouvaient s'abattre à tout moment sur les Soviétiques. Les mêmes objets de luxe pouvaient ainsi, selon le contexte, devenir les marqueurs du mérite et du talent d'un spécialiste soviétique, la récompense de l'élite de l'armée, mais aussi le signe de la corruption, ce qui dénotait une ambivalence vis-à-vis de l'abondance et du confort qui s'avéra consubstantielle au régime jusqu'à sa chute.

Dans le contexte soviétique, la guerre des objets fait donc sensiblement jouer les lignes de l'admissible dans le domaine de l'appropriation personnelle, de l'accès au confort, à la qualité des matières ou à des choix d'ordre esthétique. Pourtant, le rigorisme consubstantiel au projet bolchevique fait que ces limites, si elles peuvent évoluer, ne peuvent être abolies. Marquant durablement les esprits, cette civilisation matérielle soviétique – ce qui pourrait désigner tout à fois les objets eux-mêmes, y compris ceux d'importation, et le rapport entretenu par les particuliers vis-à-vis d'eux à travers les particularités de leur quête et de leur consommation, ainsi que la volonté de l'État d'en contrôler la distribution – apparaît relativement statique pendant plusieurs décennies pour disparaître avec la fin du communisme <sup>115</sup>.

*Nathalie Moine*  
CNRS-CERCEC



115 - Cette disparition est évidemment d'une rapidité variable selon les milieux, l'âge, etc. La nostalgie qui se développe pour le monde matériel soviétique est loin d'interrompre cette disparition, tant elle participe d'un mode de commercialisation occidentale.